

**STRATÉGIES
NATIONALES
D'ATTRACTIVITÉ
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET
RECHERCHE**



Sommaire

3

INTRODUCTION

7

MÉTHODOLOGIE

8

AMÉRIQUES

Canada
États-Unis

18

EUROPE

Allemagne
Italie
Pays-Bas
Royaume-Uni
Russie
Turquie

48

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

Arabie saoudite
Maroc

56

ASIE ET OCÉANIE

Australie
Chine
Japon

Placé sous la tutelle des ministères chargés des Affaires étrangères et de l'enseignement supérieur, Campus France a pour principales missions la promotion et la valorisation de l'enseignement supérieur français à l'étranger, l'accueil des étudiants étrangers en France et la gestion des boursiers des gouvernements français et étrangers.

Directrice de la publication : Béatrice Khaïat, Directrice générale

Comité éditorial : Campus France
Florent Bonaventure, Emmanuel Becquart, Camille Longépé

Édition : Véronique Mathelin

Photos et visuels : droits réservés

Réalisation : Agence Huitième Jour – Paris

Impression et diffusion : CIA GRAPHIC

Campus France : Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale – 28 rue de la Grange aux Belles – 75010 Paris
www.campusfrance.org

Octobre 2018

INTRODUCTION

En 2017, **plus de 5 millions d'étudiants dans le monde étaient en mobilité diplômante**¹, soit 25% de plus qu'il y a cinq ans. Ces étudiants internationaux représentent **2,3% de la population étudiante totale**, une part en progression (+0,3 points depuis 2012). Ce chiffre ne représente toutefois pas le phénomène de la mobilité étudiante dans sa globalité². Il faut également prendre en considération les programmes d'échange, les séjours linguistiques et les séjours courts qui se développent à un rythme bien plus rapide, à mesure que l'internationalisation de l'enseignement supérieur croît.

Cette internationalisation, autrefois l'apanage de quelques nations héritières d'une histoire tournée vers le monde, est aujourd'hui cultivée et recherchée par un nombre croissant de pays. Alors que **la concurrence s'intensifie**, les gouvernements et les établissements d'enseignement supérieur sont amenés à définir des stratégies et des axes prioritaires afin de maintenir ou de faire progresser leur attractivité auprès de ces étudiants mobiles.

Sur cet échiquier, **la France occupe une place convoitée**. Quatrième pays d'accueil de la mobilité diplômante mondiale et premier pays d'accueil non anglophone, elle est aussi le quatrième pays d'accueil de la mobilité Erasmus. Ses atouts en font une destination privilégiée : établissements prestigieux, fort ancrage dans l'Union européenne (UE), mais aussi dans la Francophonie, qualité de vie, etc. **Son rang lui est cependant disputé** par ses voisins (Allemagne, Russie), par des pôles d'attractivité puissants (Chine, Canada) et par de nouveaux acteurs (Pays-Bas, Arabie saoudite, Turquie).

Cette Note cherche à décrire et à analyser, de manière synthétique, les stratégies et les outils d'attractivité institutionnels, conceptuels, financiers et opérationnels mis en œuvre par ces pays concurrents pour attirer davantage d'étudiants en mobilité. Comprendre ces stratégies et ces positionnements nous permet de mieux penser la place de la France au sein du « marché » mondial de l'enseignement supérieur.

> Les bénéfices de la mobilité étudiante

Tous les États ne cherchent pas à développer leur attractivité auprès des étudiants internationaux pour les mêmes raisons, mais celles-ci se croisent souvent. Les objectifs les plus souvent explicités sont les suivants :

- **encourager l'excellence académique** des établissements du territoire et développer une recherche de haut niveau, dynamisée par les étudiants et les chercheurs internationaux. C'est ce que mettent en avant l'Allemagne ou les Pays-Bas en particulier pour justifier leur politique d'attractivité ;
- **attirer une main-d'œuvre qualifiée** et faire face au manque de travailleurs dans des pays en proie au vieillissement de leur population (Japon, Allemagne). **La formation de la main-d'œuvre nationale** via la mobilité sortante constitue par ailleurs une priorité pour d'autres États (Arabie saoudite, Australie, Japon). C'est dans cette double perspective que les Pays-Bas ont fortement développé les formations en anglais dans leurs établissements ;
- **accroître les revenus des établissements** grâce aux frais d'inscription payés par les étudiants internationaux. L'équilibre financier des universités australiennes dépend fortement de leur capacité d'attraction des étudiants asiatiques ;

1- UNESCO, extraction septembre 2018.

2- Voir Méthodologie.

- **dégager une source de revenus non négligeable pour les territoires**, un aspect régulièrement mis en avant au Royaume-Uni, aux États-Unis ou encore au Canada. L'Arabie saoudite ancre pour sa part cette internationalisation dans une logique de diversification de ses ressources en prévision de l'après-pétrole. En France, le coût des étudiants étrangers pour l'État est évalué à environ 3 milliards d'euros contre un apport estimé à 4,65 milliards pour l'économie nationale³. Outre-Manche, un étudiant domicilié dans l'UE coûterait 21 600 euros et en rapporterait 99 000 à l'économie du pays⁴; ce ratio serait encore plus intéressant pour un étudiant non originaire de l'UE (8 000 euros de coûts contre 116 000 euros de bénéfiques), soumis à des frais de scolarité plus élevés ;
- **renforcer les intérêts et les liens économiques**, un élément essentiel de la définition des stratégies d'internationalisation. Le Japon cherche ainsi à profiter de la croissance économique rapide en Asie du Sud-Est en venant y recruter des étudiants et la Chine développe son influence en s'appuyant sur les nouvelles routes de la soie (politique One Belt, One Road - OBOR). L'Australie oriente sa politique d'attractivité des étudiants étrangers vers l'Asie méridionale afin d'y développer son ancrage économique ;
- **engranger des bénéfices politiques et géostratégiques**, la mobilité étudiante étant perçue comme une opportunité d'étendre son influence et de protéger ses intérêts politiques. Les États-Unis estiment ainsi l'attraction d'étudiants étrangers nécessaire à la promotion de leurs valeurs et à l'accomplissement de leurs objectifs de politique étrangère. La Russie, dans une logique de continuité avec l'Union soviétique, réaffirme son influence sur les membres de la Communauté des États indépendants (CEI) et ses anciens satellites. De même, la Turquie tourne ses actions en particulier vers les pays de langue turque et les anciens territoires ottomans afin d'y cultiver son influence ;
- **diffuser la langue du pays** pour en développer le *soft power*, un enjeu important en particulier pour les pays non-anglophones comme la France, la Chine ou encore la Turquie, qui conditionne le versement des bourses étudiantes au suivi de cours de turc ;
- **cultiver une influence auprès des élites et futures élites** des pays étrangers, ainsi le Royaume-Uni, la France et désormais la Chine auprès des étudiants africains ;
- **promouvoir la compréhension mutuelle**, un enjeu régulièrement mis en avant dans les déclarations et publications stratégiques. Le programme Erasmus a ainsi pour objectif premier de construire un espace européen de l'enseignement supérieur ; en ce sens, les échanges étudiants permettent de développer leur compétences linguistiques et interculturelles. Cet objectif de collaboration est également mis en pratique par la France ou l'Allemagne qui l'identifient clairement comme un bénéfice.

> Des échelles et des facteurs de recrutement différents

En fonction de la combinaison de différents facteurs d'attractivité (réputation des établissements, attrait culturel, langue d'enseignement, influence historique, économique ou politique ou proximité géographique), se dégage une typologie du recrutement des étudiants internationaux, qui s'inscrit **sur différentes échelles géographiques** :

- États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne et France (avec un ancrage africain important pour cette dernière) reçoivent des **étudiants en provenance du monde entier**, tant leur rayonnement est important. Dans ce cas de figure, le prestige des établissements ou encore le critère linguistique se révèlent déterminant ;
- Maroc, Russie ou Australie recrutent en majorité dans des **pays voisins**. Le critère géographique, adjoint à l'influence politique et/ou économique, prédomine dans alors dans le recrutement ;
- Turquie et Arabie saoudite recrutent leurs étudiants **à la fois au sein des pays voisins, mais aussi de pays amis qui partagent une histoire, une langue ou une culture commune**. Ces pays composent ainsi un recrutement différent de ceux des grands pays d'accueil et évitent leur

3- « Au-delà de l'influence : l'apport économique des étudiants étrangers en France », Campus France, novembre 2014.

4- « The costs and benefits of international students by parliamentary constituency », HEPI, janvier 2018.

concurrence directe. La Turquie par exemple recrute à la fois dans les zones turcophones (Asie centrale, Caucase), hanafites⁵ (Balkans, Asie, Proche-Orient) et anciennement ottomanes ;

- pour certains acteurs disposant d'une influence économique (Chine) ou d'une attractivité culturelle historique (Japon), **le recrutement est mixte**, avec une assise régionale forte et un recrutement tourné également vers l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale.

Alors que la concurrence s'intensifie, **des évènements politiques et économiques viennent ou viendront prochainement bousculer les flux de la mobilité** : mobilité sortante chinoise en ralentissement, Brexit, mesures restrictives sur les visas aux États-Unis, etc. Plus encore, les prévisions démographiques indiquent un déplacement du potentiel de recrutement d'étudiants mobiles de l'Asie vers **l'Afrique, où le nombre de jeunes en âge d'étudier devrait progresser de manière significative d'ici 2025**. Tous les acteurs de l'enseignement supérieur sont de ce fait amenés à opérer une **diversification dans leur recrutement** en s'orientant vers de nouvelles zones géographiques, et en particulier vers l'Afrique subsaharienne ; on constate ainsi des départs de plus en plus nombreux d'étudiants africains vers des pays tels que la Chine, l'Arabie saoudite ou encore la Turquie qui déploient des outils aptes à capter une telle population.

> Les outils et moyens de l'attractivité

En fonction de leur histoire et du fonctionnement de leurs institutions, les pays ne conçoivent pas tous leur stratégie d'attractivité internationale de leur enseignement supérieur de la même manière et s'appuient sur des acteurs différents pour la mettre en place.

- **Le degré de centralisation** dans le secteur de l'enseignement supérieur est déterminant. Les États anglo-saxons et/ou fédéraux (Australie, Canada, États-Unis, Royaume-Uni) ont ainsi tendance à laisser **aux États ou provinces la compétence en la matière** ; ce sont bien plus encore **les établissements qui sont à la manœuvre** lorsqu'il s'agit de définir des stratégies et des outils d'attractivité à l'international. Ces dernières décennies ont cependant montré une tendance à une certaine centralisation, avec le développement de standards nationaux, des campagnes de promotion à l'échelle nationale, ou encore des initiatives de coopération inter-provinces ou internationales.
- Là où la compétence de l'enseignement supérieur reste encore largement dans les mains du pouvoir central, **des institutions liées au gouvernement ou à des ministères orchestrent l'internationalisation**, avec des attributions plus ou moins larges. C'est le cas en Russie, en Italie, aux Pays-Bas ou encore en Chine. C'est également le cas en Allemagne, pourtant État fédéral, où le DAAD est l'acteur principal de la mobilité étudiante.

Les moyens mis en œuvre diffèrent en fonction des objectifs de cette stratégie d'attractivité. Tous utilisent les mêmes leviers, à des degrés divers :

- **un réseau de bureaux locaux et de représentants** au maillage plus ou moins fin (Education USA, EP-NUFFIC, DAAD). **Des centres culturels ou linguistiques** (Instituts Confucius pour la Chine, Instituts Yunus Emre pour la Turquie) répondent à une stratégie similaire de projection avec une présence physique à l'international ;
- **la campagne de communication** : elle peut être mondiale (« Education is GREAT Britain » du Royaume-Uni) ou s'appuyer sur la **création d'une marque** (technique du *branding*) pour développer une image et un discours aptes à attirer de nouveaux étudiants (Australie, Canada) ;
- **des programmes de bourse ambitieux**, soit pour attirer les meilleurs étudiants dans des formations ciblées (Allemagne, Pays-Bas), soit pour pallier un déficit de notoriété des établissements (Chine, Arabie saoudite, Turquie). Établissements ou fondations peuvent de leur côté offrir des bourses de scolarité sur fonds propres (États-Unis, Royaume-Uni). Le

⁵ Du nom de l'une des quatre écoles juridiques du sunnisme, fortement représentée chez les musulmans non arabes et religion officielle de l'Empire ottoman.

contenu de ces bourses varie selon les pays, de la seule gratuité des frais de scolarité à une prise en charge totale (hébergement, transport, assurance santé, prise en charge du conjoint et des enfants, etc.). Les programmes de bourse permettent de cibler les zones ou publics cibles de l'État ou de l'établissement. On voit ainsi se développer les programmes de bourses en direction de l'Afrique subsaharienne ;

- **la politique de visa**, un important levier de l'attractivité (Australie, Pays-Bas, Canada). À l'inverse, les restrictions imposées sur leur délivrance ont des effets négatifs immédiats sur le recrutement d'étudiants internationaux (États-Unis, Royaume-Uni) ;
- **lever les barrières à l'emploi des diplômés internationaux** : le Canada met en avant la possibilité d'accéder au statut de résident et par la suite à la citoyenneté pour les diplômés tandis que les Pays-Bas ont facilité l'obtention d'une autorisation de travailler pendant les études et ont instauré une « année d'orientation » pendant laquelle les diplômés internationaux peuvent rechercher un emploi dans le pays.

Ces différents axes d'analyse sont développés dans les pages suivantes et permettent de mieux comprendre les situations particulières des pays les plus attractifs de la mobilité étudiante internationale, leurs objectifs et les moyens à leur disposition. Il ressort de cette étude la certitude que la France occupe une place à la fois particulière et stratégique sur ce marché (image à l'international, coût des études, ancrage en Afrique). À elle de profiter au mieux de la conjoncture actuelle pour se préparer aux transformations drastiques que va connaître le secteur dans un futur proche, du fait de l'apparition de nouveaux acteurs, de la montée en puissance du digital et de l'enseignement à distance, des campus délocalisés ou encore du rôle des entreprises dans l'éducation⁶.

Dans le cadre de sa mission de promotion de l'enseignement supérieur français à l'étranger, Campus France collecte, consolide, traite et analyse les données internationales et nationales relatives à la mobilité étudiante et scientifique. Ces éléments permettent d'accompagner l'ensemble des acteurs du secteur dans leurs réflexions et leurs actions.

Cette note s'appuie sur un faisceau de sources institutionnelles, statistiques et journalistiques. Parmi elles, on compte notamment :

- > les données de l'**Institut statistique de l'UNESCO** (ISU), mises à jour en continu ;
- > les **fiches de la base Curie** qui s'attachent à décrire les systèmes d'enseignement supérieur et de recherche des pays étrangers. La base, mise à disposition par le MEAE, est alimentée par les ambassades de France ;
- > les **courriers formels des postes diplomatiques** ;
- > les **publications de Campus France** ;
- > les informations, données et publications présentées sur les sites des **homologues étrangers**, du **MEAE**, du **MESRI** et de **Campus France** ;
- > la **presse internationale spécialisée** sur l'éducation.

MODE DE CALCUL DE L'INSTITUT STATISTIQUE DE L'UNESCO

Le nombre de mobilités étudiantes internationales entrantes et sortantes annoncé par l'ISU est obtenu à partir d'un périmètre précis : est comptabilisé comme étudiant international tout étudiant ayant franchi une frontière internationale dans le but de participer à des activités pédagogiques dans le pays de destination, lorsque l'étudiant ne possède pas la nationalité du pays de destination. Ce périmètre n'accepte que les mobilités diplômantes (inscription administrative dans l'établissement d'accueil) et excluent donc les programmes d'échange (type programme Erasmus) et autres courts séjours.

Ce périmètre assez resserré explique l'écart très souvent constaté entre les chiffres UNESCO et ceux affichés par les gouvernements, qui peuvent pour leur part prendre en compte les courts séjours, les programmes d'échange, les séjours linguistiques, ou encore les étudiants de nationalité étrangère résidant et étudiant déjà dans le pays de l'établissement d'accueil.

Malgré cette sous-estimation de ce que représente en réalité la mobilité étudiante internationale, la base de données de l'ISU reste toutefois le seul outil de comparaison fiable entre les pays du monde entier.

CANADA

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

À l'image des États-Unis, l'enseignement supérieur canadien est **fortement décentralisé**. La compétence étant exclusivement provinciale, il n'existe pas de ministère fédéral référent. Les universités, qui disposent d'une large autonomie, sont de statut privé et existent en raison de chartes provinciales, à l'exception de l'Université du Québec et de ses antennes régionales, publiques. Certaines instances nationales jouent tout de même un rôle dans le domaine de l'enseignement supérieur, en particulier du point de vue de son internationalisation :

- le **Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC)**, indépendant du gouvernement fédéral, joue le rôle de coordinateur des politiques publiques à l'échelle pancanadienne, y compris sur les questions internationales¹ ;
- le **Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI)**, unité du CMEC, a été créé suite à la ratification par le Canada de la Convention de l'UNESCO sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les États de la région Europe. Le CICDI œuvre pour la facilitation de la mobilité étudiante entrante et sortante ;
- le **ministère des Affaires étrangères et du Commerce et du Développement (MAECD)** encourage les échanges internationaux d'étudiants, programmes de bourses à l'appui, et participe aux débats internationaux récents en matière d'enseignement supérieur. Le MAECD collabore étroitement avec le CMEC ;
- le **Bureau canadien de l'éducation internationale²** (BCEI – budget annuel d'environ 6,1 millions d'euros) est un partenaire privé du gouvernement fédéral jouant le rôle de porte-parole national de l'internationalisation de l'éducation canadienne. Il compte plus de 150 membres parmi les établissements d'enseignement supérieur du pays, réalise des publications de recherche en éducation internationale, organise un congrès annuel rassemblant plus de 800 participants et gère 19 programmes de bourses internationales. Il a par ailleurs lancé l'initiative « Ouvrir les frontières du savoir » qui promeut les études à l'étranger et réunit plus de 90 établissements membres ;
- le **Consortium canadien de l'éducation internationale (CCEI)**, composé des cinq associations nationales d'établissements³ et le BCEI, forme un espace d'échange et de coopération entre les établissements en matière d'enseignement international.

Au Québec, l'enseignement supérieur est piloté par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). La recherche est rattachée au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. On notera l'action du **Bureau de coopération universitaire** (BCI, anciennement CREPUQ), un regroupement volontaire d'universités québécoises qui gère notamment le programme d'échanges étudiants (PÉÉ). 450 établissements ont établi des partenariats avec le BCI. Il s'agit d'échanges non diplômants (entrants et sortants) sans offre de bourses ni de financements.

1- Le CMEC participe ainsi aux études de recherche de l'OCDE et de l'UNESCO.

2- <https://cbie.ca/?lang=fr>

3- Par exemple l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), ou encore Collèges et Instituts Canada.



ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- En 2015, **171 603 étudiants internationaux** étaient inscrits en formation diplômante au Canada⁴. Le pays se classe au 8^e rang des pays d'accueil, juste derrière la Chine, et affiche une progression de 61,5%, loin devant les autres pays anglo-saxons.

20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux au Canada

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Chine (Hong-Kong et Macao)	56 571	33,0%	105,2%
2 Inde	16 323	9,5%	178,2%
3 France	14 136	8,2%	94,5%
4 États-Unis	7 971	4,6%	5,2%
5 Arabie saoudite	5 883	3,4%	149,2%
6 Nigéria	5 151	3,0%	215,0%
7 Corée du Sud	4 560	2,7%	5,6%
8 Iran	3 525	2,1%	-28,9%
9 Pakistan	2 508	1,5%	37,3%
10 Bangladesh	1 872	1,1%	47,5%
11 Japon	1 479	0,9%	-4,5%
12 Mexique	1 419	0,8%	15,6%
13 Maroc	1 170	0,7%	-12,9%
14 Malaisie	1 119	0,7%	14,8%
15 Allemagne	1 116	0,7%	31,4%
16 Égypte	996	0,6%	4,4%
17 Cameroun	963	0,6%	81,4%
18 Tunisie	924	0,5%	14,5%
19 Turquie	879	0,5%	42,9%
20 Indonésie	804	0,5%	18,6%
TOTAL	171 603	100%	61,5%

- Selon les statistiques canadiennes⁵, le nombre d'étudiants étrangers s'élèverait à **494 525 étudiants⁶ en 2017**, soit 20% de plus par rapport à l'année précédente. Cette année-là, les contingents vietnamien (+89%), indien (+63%), iranien (+45%), bangladais (+41%), brésilien (+28%) et mexicain (+16%) enregistraient les plus fortes hausses. **40% des étudiants venaient d'Asie du Sud-Est, 27% d'Asie méridionale**, 8% d'Europe, 7% de la zone Afrique du Nord-Moyen-Orient et 7% de l'Amérique latine et des Caraïbes.
- Selon un sondage du BCEI de 2015, les étudiants étrangers choisiraient le Canada pour la qualité de son enseignement, sa réputation de tolérance et de non-discrimination et pour sa sécurité. Le pays offre également **une alternative plus abordable⁷ aux États-Unis**, d'autant plus que le visa étudiant canadien permet de travailler à temps partiel pendant les études et de rester travailler un certain temps à la fin du programme.
- Au Québec (12% des étudiants étrangers), ce sont les **étudiants français qui sont le plus représentés** (39% des étudiants étrangers). De même, 82% des Tunisiens, 70% des Marocains et 64% des Sénégalais étudiant au Canada sont inscrits dans un établissement québécois.
- Le Canada retire près de **2,3 milliards d'euros** chaque année des dépenses des étudiants étrangers (frais de scolarité et dépenses quotidiennes)⁸.

4- UNESCO, extraction septembre 2018.

5- Les statistiques utilisées sont celles d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), qui recense les inscriptions dans les établissements supérieurs. En l'absence d'indications officielles, l'important écart entre ces données et celles de l'UNESCO ne peut être expliqué. Il découle vraisemblablement d'une définition du statut d'étudiant étranger basé uniquement sur la nationalité, tandis que la définition de l'UNESCO implique également le franchissement d'une frontière internationale (voir Méthodologie). De plus, il est probable que les statistiques de l'IRCC incluent des étudiants de niveau primaire ou secondaire.

6- <https://cbie.ca/media/faits-et-chiffres/?lang=fr#footnote-3>

7- Les frais de scolarité moyens s'appliquant aux étudiants internationaux s'élèvent à 12 112 euros en premier cycle et 7 556 euros en deuxième et troisième cycles.

8- <http://www.international.gc.ca/education/report-rapport/impact-2016/index.aspx?lang=eng>



> Mobilité sortante

- **49 613 étudiants canadiens étaient en mobilité internationale diplômante** en 2015, soit 7% de plus qu'en 2010. Le Canada se place au 18^e rang mondial des pays d'origine des étudiants internationaux.

10 premiers pays de destination des étudiants canadiens

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 États-Unis	28 454	57,4%	2,0%
2 Royaume-Uni	6 049	12,2%	9,8%
3 Australie	3 430	6,9%	-20,6%
4 France	1 486	3,0%	3,1%
5 Irlande	1 070	2,2%	80,1%
6 Émirats arabes unis	836	1,7%	-
7 Allemagne	789	1,6%	40,6%
8 Grenade	748	1,5%	-
9 Arabie saoudite	701	1,4%	734,5%
10 Corée du Sud	580	1,2%	83,5%
TOTAL	49 613	100%	7,3%

- Selon l'enquête menée en 2016 par le BCEI⁹, les étudiants canadiens partent à l'étranger pour étudier en priorité **le commerce (21%), l'ingénierie (14%), les sciences sociales (12%) et la santé (10%)**. 80% des étudiants interrogés rapportent que le plus grand obstacle aux études à l'étranger est financier. Seuls 2,3% des étudiants à l'université seraient allés à l'étranger pendant l'année scolaire 2014-2015.

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- Réputé pour l'excellence de son enseignement et sa grande capacité de recherche, le Canada manque cependant de visibilité par rapport aux États-Unis et à l'Europe de l'Ouest. Longtemps fluctuante, la stratégie canadienne en matière d'internationalisation de son enseignement supérieur s'est précisée depuis quelques années. **Une première stratégie d'éducation internationale**¹⁰ (SEI), fruit d'un important travail de consensus entre les différentes provinces, a été lancée en 2014. La SEI fixait un objectif de 450 000 étudiants étrangers en 2022, objectif déjà dépassé si l'on en croit les statistiques canadiennes¹¹.
- Des zones prioritaires ont été définies par la SEI : **Brésil, Chine, Inde, Mexique, Afrique du Nord, Moyen-Orient, Vietnam**. La nécessité de développer les liens avec les partenaires historiques (États-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Australie, Japon, Corée du Sud) est également soulignée.
- La SEI met également l'accent sur l'actualisation de **l'image de marque** du Canada et de ses **outils promotionnels** afin d'accroître la visibilité de son enseignement supérieur à l'international.
- La SEI a une portée nationale, mais la plupart des provinces et territoires canadiens ont développé leur propre stratégie. De même, les établissements, confrontés à la baisse de l'aide gouvernementale, mais aussi à la baisse démographique du nombre d'étudiants canadiens, ont mis au point des outils pour attirer les étudiants internationaux¹². Ainsi, en mai 2018, le Québec a annoncé la déréglementation des droits de scolarité pour les étudiants internationaux du premier cycle universitaire ; les universités seront désormais libres de fixer elles-mêmes le montant de ces droits.

9- <https://cbie.ca/wp-content/uploads/2018/04/Infographic-abroad-FR.pdf>

10- <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2014/01/gouvernement-harper-lance-vaste-strategie-matiere-education-internationale.html>

11- Les chiffres de l'IRCC diffèrent grandement de ceux de l'UNESCO (171 603 étudiants en 2015).

12- En janvier 2018, l'Université de Montréal inaugurerait son bureau à Beijing. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1091569/etudiants-etrangers-international-canada-origine-universite-education>



OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Le Plan d'action économique de 2013 annonçait un financement permanent de 3,3 millions d'euros par an afin de mettre en œuvre les objectifs de la SEI et en particulier de promouvoir le Canada comme une destination de choix en matière d'éducation sur les marchés prioritaires. En 2016, le gouvernement canadien a ainsi lancé **la marque ÉduCanada**, doublée d'un site internet.
- La SEI a apporté un financement de 8,5 millions d'euros au **programme Globalink de Mitacs**¹³ (organisme national sans but lucratif concevant des programmes de recherche et de formation au Canada). Globalink offre des bourses de recherche entre le Canada et treize pays partenaires, dont la France¹⁴, à des étudiants et des post-doctorants.
- Par ailleurs, le gouvernement canadien offre des **bourses d'études en partenariat avec différents pays ou organisations internationales** ; plus de 700 bourses auraient ainsi été allouées en 2013-2014¹⁵ dans le cadre de ces divers programmes. Les programmes Canada-CARICOM¹⁶ et Canada-ANASE¹⁷ offrent ainsi des bourses variant de 4 726 euros à 9 650 euros suivant le niveau d'étude et la durée du séjour aux étudiants des pays de la CARICOM et de l'ANASE. Il faut ajouter à ces chiffres des bourses doctorales et post-doctorales¹⁸ dont le montant global a dépassé les 6,5 millions d'euros en 2012.
- Des programmes de bourse existent aussi à destination de la mobilité sortante, toujours en partenariat avec des pays ou organisations spécifiques. Le programme d'échanges Canada-Chine propose des bourses financées par le gouvernement chinois (frais de scolarité et allocation mensuelle) et le MAECD (voyage aller-retour). Au niveau provincial, des bourses sont également offertes par la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario.
- On relève un effort continu du Canada pour **développer les partenariats internationaux**, notamment avec le Commonwealth¹⁹ et l'UE²⁰. Les efforts du Canada pour se rapprocher du processus de Bologne vont au-delà de l'Europe et impactent la projection de l'enseignement supérieur canadien vers le monde entier.
- Enfin, le gouvernement canadien cherche à retenir dans le pays les étudiants internationaux diplômés et en fait des **candidats privilégiés à l'immigration**. Les diplômés étrangers ont ainsi un accès facilité à l'obtention d'un permis de travail à l'issue de leurs études et peuvent postuler à l'obtention de la citoyenneté canadienne dans les années suivantes. C'est un réel levier d'attractivité : le sondage réalisé en 2014 par le BCEI indiquait que la moitié des étudiants internationaux comptaient demander le statut de résident permanent à l'issue de leurs études, deux fois plus qu'en 2004.

13- <https://www.mitacs.ca/fr/programmes/globalink>

14- Campus France, partenaire de Mitacs, gère le volet français du programme.

15- <http://international.gc.ca/global-markets-marches-mondiaux/education/strategy-strategie.aspx?lang=fra>

16- Communauté caribéenne.

17- Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

18- Bourses d'études supérieures du Canada Vanier pour les doctorants (32 682 euros par an pendant trois ans – 166 bourses maximum attribuées par an) et bourses postdoctorales Banting pour les post-doctorants (45 755 euros par an pendant deux ans – 70 bourses attribuées par an).

19- L'Agence Commonwealth of Learning, axée sur l'enseignement virtuel et à distance, est basée au Canada.

20- ERA-Can+ pour favoriser la coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Le Canada est signataire de la Convention de reconnaissance de Lisbonne et membre des réseaux ENIC-NARIC.



> Identité visuelle et campagnes de communication



Logo et signature de EduCanada, Un monde de possibilités



Site internet EduCanada educanada.ca

Visuels EduCanada



PERSPECTIVES

- Si le gouvernement fédéral semble avoir lancé un certain nombre d'actions ambitieuses il y a quelques années dans le but de coordonner les politiques d'attraction des étudiants étrangers, ce sont plutôt **les provinces et plus encore les établissements** qui en sont les acteurs. Les employeurs se montrent eux aussi de plus en plus impliqués dans la rétention des diplômés internationaux. Dans certaines villes, des groupes commerciaux ont ainsi mis en place des programmes de parrainage de ces diplômés.
- Le Canada semble actuellement profiter d'une **conjonction de facteurs favorables** : reconnaissance de l'excellence de son enseignement et de sa qualité de vie²¹, image internationale positive (promotion du multiculturalisme) face au Brexit et aux dernières élections présidentielles états-uniennes, bilinguisme mis en avant par les universités canadiennes, etc. Si le ralentissement de la croissance du nombre d'étudiants chinois en mobilité internationale pourrait peser sur la croissance du nombre d'étudiants internationaux au Canada, la diversité de recrutement du pays devrait permettre d'en limiter la portée.

21- Montréal a été classée meilleure ville étudiante en 2017 par l'Institut Quacquarelli Symonds (QS).



LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

La promotion du système d'enseignement supérieur états-unien, fortement décentralisé, repose en premier lieu sur les établissements, très autonomes dans leur exercice. Il n'existe pas d'équivalent au ministère français de l'Enseignement supérieur ni de cadre légal sur l'administration du système¹. Au niveau fédéral, plusieurs institutions jouent cependant un rôle notoire :

- le **U.S. Department of Education** fournit une aide financière aux étudiants, aux enseignants et aux établissements, mais ses moyens sont très limités ;
- le **Bureau of Educational and Cultural Affairs** (ECA – 634 millions de dollars de budget annuel, environ 450 employés), rattaché au U.S. Department of State, (équivalent du ministère des Affaires étrangères), gère les programmes de partenariat international et les bourses de mobilité internationale du gouvernement fédéral²;
- l'**Institute of International Education** (IIE. Budget annuel : 600 millions de dollars. Plus de 600 employés) est l'opérateur privé à but non-lucratif qui apporte son expertise au gouvernement pour la gestion de ces programmes d'échanges universitaires. Il crée des programmes de formation pour les étudiants, enseignants et administrateurs dans différents secteurs ;
- **EducationUSA**³, un réseau créé par le Department of State, permet de promouvoir l'enseignement supérieur états-unien à l'étranger. Il se compose de 400 centres d'orientation des étudiants (*student advising centers*) présents dans 170 pays, avec des attributions similaires aux Espaces Campus France.

Les associations professionnelles nationales⁴ jouent également un rôle très important dans la définition des orientations du système de l'enseignement supérieur, et notamment dans la construction de ses stratégies d'internationalisation. On citera en particulier la **NAFSA** (Association of International Educators, 22 millions de dollars de budget), qui permet la mise en réseau des acteurs de l'enseignement supérieur dans le monde. Sa conférence annuelle rassemble plus de 10 000 personnes et plus de 3 500 établissements du monde entier.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **907 251 étudiants internationaux entrants en 2015**⁵, +32,5% depuis 2010. Premier pays d'accueil au monde, loin devant le Royaume-Uni.

1- Il n'existe pas de lois nationales relatives à la création et à la reconnaissance des établissements, des diplômes, ou même sur le statut des étudiants. Le droit à l'éducation n'est pas reconnu au niveau fédéral.

2- Programme Fulbright, programme Gilman...

3- <https://educationusa.state.gov/>

4- Parmi les plus importantes, on compte l'American Council on Higher Education (ACE – 1 800 établissements représentés), l'Association of American Universities (AAU – 62 universités de recherche d'élite) ou encore l'American Association of States Colleges and Universities (AASCU – 120 établissements publics).

5- UNESCO, extraction septembre 2018.



20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux aux États-Unis

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Chine(*)	300 138	33,1%	122,4%
2 Inde	112 714	12,4%	8,4%
3 Corée du Sud	63 952	7,0%	-10,6%
4 Arabie saoudite	53 637	5,9%	242,3%
5 Canada	28 454	3,1%	2,0%
6 Vietnam	19 336	2,1%	48,8%
7 Japon	15 075	1,7%	-38,8%
8 Mexique	15 962	1,8%	19,7%
9 Brésil	13 349	1,5%	53,3%
10 Iran	10 587	1,2%	125,8%
11 Turquie	9 962	1,1%	-18,9%
12 Nigéria	9 786	1,1%	50,3%
13 Royaume-Uni	9 601	1,1%	9,3%
14 Indonésie	8 922	1,0%	29,6%
15 Koweït	8 510	0,9%	251,7%
16 Venezuela	8 005	0,9%	62,9%
17 Népal	7 883	0,9%	-29,2%
18 Malaisie	7 858	0,9%	28,1%
19 Colombie	7 383	0,8%	7,6%
20 Allemagne	7 137	0,8%	-24,6%
TOTAL	907 251	100%	32,5%

(*) Hong-Kong et Macao inclus.

- Le dernier rapport *Open Doors* de l'IIE⁶ avance des chiffres légèrement supérieurs : 1 043 839 étudiants internationaux en 2015-2016 et 1 078 822 en 2016-2017 (+3,4% sur un an). Cette différence avec les chiffres UNESCO s'explique par la prise en compte des étudiants en formation pratique optionnelle (*Optional Practical Training - OPT*⁷).
- Le rapport note une **forte progression de l'Asie méridionale** (Inde, Népal, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka).
- **Les étudiants internationaux représentent 5,3% de l'ensemble des étudiants aux États-Unis.** 48% étudient les STIM⁸, et 1 sur 5 les sciences de l'ingénieur. 41% étudient dans un premier cycle (*Undergraduate degree*), 36% au niveau master ou doctorat (*Graduate degree*), 7% sont dans un cursus non diplômant (*Non Degree Program*) et 16% en OPT.
- Pour la 1^{re} fois depuis 12 ans, le rapport relève **une baisse (-3%) des nouvelles inscriptions d'étudiants internationaux sur un an**, une évolution que les auteurs du rapport expliquent par le développement des offres de formation et de financement dans les pays d'origine de ces étudiants.
- Par ailleurs, **le nombre d'élèves internationaux inscrits dans un lycée états-unien** a plus que triplé entre 2004 et 2013⁹, principalement dans le but de poursuivre des études supérieures dans le pays. En 2013, les États-Unis comptaient ainsi 73 019 élèves internationaux, dont 67% directement inscrits (les autres participant à un programme d'échange).

6- <https://www.iie.org/en/Research-and-Insights/Open-Doors/Open-Doors-2017-Media-Information>

7- L'OPT est une extension du visa étudiant d'un an maximum permettant aux étudiants internationaux de travailler aux États-Unis dans un secteur lié à leurs études.

8- Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STEM en anglais).

9- *Charting New Pathways to Higher Education: International Secondary Students in the United States*, IIE, 2014.



> Mobilité sortante

- **67 356 étudiants états-uniens sont en mobilité internationale diplômante en 2015¹⁰**, ce qui place les États-Unis au 11^e rang mondial. La balance est donc fortement déséquilibrée en faveur de la mobilité entrante.
- Les étudiants s'orientent en grande majorité vers les grands pays d'accueil de la mobilité étudiante. La présence de Grenade au troisième rang s'explique par l'attraction qu'exercent les nombreux campus délocalisés des universités américaines sur cette île des Caraïbes.

10 premiers pays de destination des étudiants états-uniens

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Royaume-Uni	15 378	22,8%	11,0%
2 Canada	7 971	11,8%	5,2%
3 Grenade	4 544	6,7%	–
4 Allemagne	4 523	6,7%	26,7%
5 France	3 401	5,0%	-1,0%
6 Australie	2 942	4,4%	-2,5%
7 Nouvelle-Zélande	2 378	3,5%	-5,7%
8 Japon	1 918	2,8%	-14,3%
9 République dominicaine	1 807	2,7%	–
10 Corée du Sud	1 355	2,0%	37,1%
TOTAL	67 356	100%	15,7%

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- L'attractivité de l'enseignement supérieur états-unien à l'étranger est considérée explicitement comme nécessaire à **l'accomplissement des objectifs de politique étrangère et à la promotion des valeurs et de la sécurité nationale des États-Unis¹¹**. Les différents acteurs nationaux insistent sur l'importance de la mobilisation du secteur pour maintenir les États-Unis au premier rang des pays d'accueil.
- **L'apport économique** des étudiants étrangers à l'économie nationale est mis en avant (39,4 milliards de dollars en 2016¹²), de même que leur impact sur les étudiants nationaux.
- Au-delà de ces déclarations d'intérêt, ce sont **les établissements qui formulent de manière plus concrète les points d'inflexion de cette stratégie**. Si des espaces de concertation et de partage d'information existent, chaque établissement formule sa propre stratégie selon ses perspectives de développement. Parmi les pays cibles identifiés par ceux-ci, on compte l'Arabie saoudite, la Chine, l'Inde, le Vietnam, le Brésil ou encore le Nigeria. L'accent est mis sur la recherche et le niveau doctoral.¹³
- Leurs outils pour améliorer leur attractivité se centrent en particulier sur l'aspect financier, le marketing digital et la formation de relais institutionnels réactifs à l'étranger.
- Sur le plan de la mobilité sortante, l'ambition fédérale affichée est de **doubler le nombre d'étudiants états-uniens en mobilité internationale d'ici 2025¹⁴**.

10- UNESCO, extraction septembre 2018.

11- <https://www.state.gov/r/eca/index.htm>

12- *Open Doors*, IIE, 2017.

13 - <https://www.studyportals.com/intelligence/international-recruitment-strategies-us/>

14- *Open Doors*, IIE, 2016.



OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Outre les services proposés par le réseau EducationUSA, et les postes diplomatiques états-uniens, les établissements se dotent de **bureaux en charge du recrutement et de la stratégie de communication** (documentation papier, goodies, site internet attractif, visites physiques sur les campus et salons étrangers). Un effort particulier est fourni pour améliorer l'accueil et l'intégration des étudiants internationaux (réactivité aux demandes, promotion des opportunités professionnelles, etc.).
- Certains établissements offrent des bourses ou des réductions sur les frais de scolarité ; les montants et les critères d'éligibilité varient fortement. De même, certaines fondations privées ou associations d'alumni proposent des bourses d'études. La Obama Foundation propose ainsi des bourses à des étudiants internationaux pour un master en développement international à l'University of Chicago Harris School of Public Policy, couvrant les frais de scolarité, de transport, l'achat de livres et de matériel pédagogique, une allocation mensuelle, et des activités extracurriculaires. Les fondations privées les plus importantes offrent des bourses d'études dans plusieurs pays du monde (la fondation Guggenheim, Rotary International, Open Society Foundation, etc.)¹⁵.
- Le Département d'État, via le ECA, gère de nombreux programmes de partenariat international et de bourses de mobilité, dont :
 - le **programme Fulbright**, fondé en 1946, et cofinancé par le Département d'État (à hauteur de 240 millions de dollars en 2017¹⁶) et les gouvernements étrangers souhaitant y participer. Environ 8 000 bourses sont attribuées chaque année, dont 4 000 à des étudiants étrangers et 900 à des chercheurs étrangers ;
 - le programme **100,000 Strong in the Americas**, lancé en 2014 et visant à développer les échanges étudiants entre les États-Unis, l'Amérique latine et les Caraïbes pour atteindre 100 000 étudiants latino-américains aux États-Unis et 100 000 étudiants états-uniens en Amérique latine en 2020. Le programme prend la forme d'un partenariat public-privé entre le Department of State, NAFSA et Partners of the Americas, une agence de développement déployée sur le continent américain et offre des subventions aux établissements d'enseignement supérieur prêts à s'engager sur les objectifs fixés.
- L'ECA gère également la **plateforme International Exchange Alumni** qui rassemble les bénéficiaires présents et passés de bourses ou de programmes d'échanges aux États-Unis.
- De nombreux programmes mis en œuvre concernent la mobilité sortante : le programme Benjamin Gilman International Scholarships géré par l'ECA, l'initiative *Generation Study Abroad* de l'IIE, ou encore le programme Critical Language Scholarship.
- Les États-Unis détiennent le **plus grand nombre de campus universitaires délocalisés** dans le monde (78, soit un tiers du nombre total de campus délocalisés).

> Identité visuelle et campagnes de communication



Logo EducationUSA



Site internet EducationUSA educationusa.state.gov

15- Voir le moteur de recherche de l'IIE à ce sujet : <https://www.fundingusstudy.org/SearchResult.asp?area=NULL&area2=&area3=&aos=&com=&state=&spn=>

16- Le gouvernement états-unien a proposé une coupe de 71% de cette subvention pour l'année fiscale 2019.





Exemple de visuel Education USA



Logo du programme 100 000 Strong in the USA

PERSPECTIVES

Le prestige des établissements d'enseignement supérieur états-uniens, les dispositifs de recrutement disséminés dans le monde entier et les nombreux programmes d'échanges et de bourses sont autant de facteurs d'attractivité pour les États-Unis qui restent aujourd'hui **les leaders incontestés du secteur de la mobilité étudiante internationale**.

Si le nombre total d'étudiants internationaux continue de progresser, les observateurs s'inquiètent toutefois d'une **baisse inédite du nombre de nouveaux arrivants**, en particulier en provenance du Moyen-Orient et d'Asie. Par ailleurs, l'effet des mesures migratoires prises par l'administration Trump à l'égard des étudiants étrangers se traduit par un manque à gagner de 700 millions de dollars par an¹⁷.

Les établissements réagissent cependant et multiplient les **concertations sur les outils d'attraction et les nouveaux marchés d'étudiants internationaux**. Le recrutement dès l'enseignement secondaire est également en progression, bien qu'encore peu documenté.

¹⁷- Déclaration du ministère du Commerce états-unien.



ALLEMAGNE

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

L'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche en Allemagne est un processus coordonné autour de cinq acteurs principaux même si la compétence sur l'organisation de l'enseignement supérieur se situe au niveau des Landër qui financent à hauteur de 80% l'enseignement supérieur :

- le **ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche** (BMBF), chargé de la législation sur l'éducation au niveau fédéral et de la définition des priorités nationales ;
- le **Haut Conseil pour la Science** (WR Wissenschaftsrat), organisme conseil du gouvernement fédéral sur le développement structurel des universités, de la science et de la recherche¹ ;
- la **Conférence des recteurs allemands** (HRK), organe représentatif de 268 établissements d'enseignement supérieur membres représentant 94% des étudiants du supérieur)² ;
- le **Service allemand d'échanges universitaires** (Deutscher Akademischer Austauschdienst - DAAD). Fondé en 1925 à Heidelberg, le DAAD est une association de droit privé comprenant 365 membres (241 établissements d'enseignement supérieur et 104 associations étudiantes). Disposant en 2017 d'un budget de 522 millions d'euros³ et d'un réseau composé de 15 bureaux à l'étranger et de 56 centres d'information dans 60 pays (893 salariés et 447 « assistants » d'allemand⁴), le DAAD a des missions étendues : promotion de l'enseignement supérieur allemand et de la langue allemande, attribution et gestion des bourses, soutien à l'internationalisation des établissements et coopération en matière éducative avec les pays en développement. C'est l'acteur principal de l'internationalisation du système allemand, en charge des mobilités entrantes et sortantes. Le DAAD est également l'agence nationale pour la coopération universitaire du programme Erasmus+ ;
- la **Fondation Alexander von Humboldt** (AvH) pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine de la recherche scientifique. Elle facilite des séjours de recherche de chercheurs étrangers en Allemagne et soutient les contacts scientifiques et culturels qui en résultent.

Ces acteurs fédéraux fixent les priorités et définissent des objectifs généraux, mis en œuvre ensuite au niveau fédéral ou régional par les agences, les instituts de recherche, les fondations et les établissements universitaires.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **227 756 étudiants internationaux entrants en 2015⁵**, +13,9% depuis 2010. Cinquième pays d'accueil au monde juste derrière la France et troisième pays européen dans le top 20 mondial des pays d'accueil.

1- <https://www.wissenschaftsrat.de/ueber-uns.html>

2- <https://www.hrk.de/hrk/aufgaben-und-struktur>

3- Financé à 36% par le ministère des Affaires étrangères (AA), à 26% par le ministère de l'Éducation et de la Recherche (BMBF), à 10% par le ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement (BMZ), à 21% par l'UE et à 7% par d'autres organisations et gouvernements étrangers.

4- Les *Lektorate* du DAAD correspondent à des enseignants d'allemand langue étrangère qui travaillent dans des universités étrangères. Le DAAD les sélectionne et leur attribue une allocation, en plus du salaire reçu de l'université d'accueil.

5- UNESCO, extraction septembre 2018.



20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux en Allemagne

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2013-2015(**)
1 Chine(*)	23 630	10,3%	+21,5%
2 Russie	9 953	4,4%	5,0%
3 Inde	9 896	4,3%	+75,3%
4 Autriche	9 574	4,2%	+15,7%
5 France	6 955	3,0%	+22,4%
6 Cameroun	6 301	2,8%	+15,3%
7 Bulgarie	6 293	2,8%	1,7%
8 Ukraine	5 850	2,6%	7,5%
9 Italie	5 657	2,5%	+31,7%
10 Pologne	5 508	2,4%	-4,6%
11 Turquie	5 440	2,4%	+3,7%
12 Espagne	5 138	2,2%	-2,9%
13 États-Unis	4 523	2,0%	+16,5%
14 Corée du Sud	4 078	1,8%	+17,6%
15 Iran	3 791	1,7%	+20,9%
16 Brésil	3 790	1,7%	+50,4%
17 Luxembourg	3 585	1,6%	13,3%
18 Grèce	2 822	1,2%	19,3%
19 Tunisie	2 756	1,2%	+21,9%
20 Pakistan	2 713	1,2%	53,5%
TOTAL	228 756	100%	+16,3%

(*) Hong-Kong et Macao inclus.

(**) En raison d'un changement du mode de comptage de l'UNESCO pour l'Allemagne en 2013, aucun chiffre antérieur n'est disponible.

- La mobilité entrante est soutenue par **une politique active de bourses** (cf. *infra*). L'attraction traditionnelle vers ses voisins européens (Autriche, France, Bulgarie, Pologne, Italie) se double d'une attractivité renforcée dans les BRICS (et en particulier en Chine, Inde et Russie), symbole de la capacité de projection à l'international du savoir-faire allemand.
- Le phénomène le plus remarquable est la hausse de 75 % du contingent indien entre 2013 et 2015 (de 5 645 à 9 896).

> Mobilité sortante

- **115 900 étudiants allemands sont en mobilité internationale diplômante en 2015⁶**, +10,4% depuis 2010, plaçant l'Allemagne en troisième position après la Chine et l'Inde et premier pays européen dans le top 20 mondial des pays d'origine des étudiants internationaux, confirmant ainsi l'idée d'une forte mobilité des étudiants allemands.

10 premiers pays de destination des étudiants allemands

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Autriche	27 150	23,4%	+7,8%
2 Pays-Bas	23 579	20,3%	+38,3%
3 Royaume-Uni	13 464	11,6%	-11,2%
4 Suisse	11 742	10,1%	+8,6%
5 États-Unis	7 137	6,2%	-24,6%
6 France	6 620	5,7%	-7,1%
7 Danemark	3 415	2,9%	+122,8%
8 Hongrie	2 808	2,4%	+48,5%
9 Suède	1 804	1,6%	+56,9%
10 Italie	1 520	1,3%	+22,7%
TOTAL	115 900	100%	+10,4%

6- UNESCO, extraction septembre 2018.



- **Près de 33 % des étudiants du premier cycle** partent à l'étranger avant leur diplôme grâce au programme de mobilité Erasmus ou d'autres possibilités d'études à l'étranger. La mobilité dès le 1^{er} cycle constitue une particularité de l'Allemagne.
- Le DAAD a financé 75 475 mobilités pour les Allemands en 2016 ; 72% des étudiants se tournent vers l'Europe occidentale, centrale et du Sud-Est (54 000).

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

L'Allemagne s'emploie depuis les années 2000 à **identifier et sélectionner des universités d'excellence** (*Exzellenzinitiative*) afin d'encourager la recherche de haut niveau, de créer des établissements de taille mondiale et identifiables dans les classements et de rivaliser dans la course mondiale aux talents et à l'innovation⁷. Cette stratégie se poursuit avec une nouvelle sélection de 11 universités d'excellence et de 50 cluster de pointe en 2018, qui obtiendront un financement total de 500 millions d'euros par an (*Exzellenzstrategie*) dont 148 millions d'euros pour les seules universités⁸. Ces efforts ont déjà permis à quatre universités⁹ de figurer dans le top 100 du classement de Shanghai (et 36 dans le top 500).

L'internationalisation du système d'enseignement supérieur se double de la présentation claire d'un **objectif chiffré du DAAD en terme de mobilité entrante : 350 000 étudiants en 2020**, nombre atteint dès 2018¹⁰. La volonté est désormais davantage portée sur la réussite des étudiants internationaux. Un objectif est également défini quant à la mobilité sortante : d'ici 2020, 50% des étudiants allemands devront avoir acquis une expérience à l'étranger.

Au-delà du nombre, la stratégie 2020 du DAAD est clairement exprimée et se décline en trois axes¹¹ :

1. **Des bourses pour les meilleurs étudiants et chercheurs allemands et internationaux** attribuées sur la base du mérite académique de niveau master et doctorat essentiellement.
2. **Le soutien à l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur** en Allemagne comme à l'étranger en vue de faciliter la mobilité et le dialogue entre universités et réseaux et améliorer la qualité de l'éducation et de la recherche. Le DAAD met en œuvre des actions en faveur de la coopération avec les pays en développement, des formations délocalisées, de l'utilisation des nouvelles technologies, de programmes pour l'accueil et l'intégration des étudiants étrangers et de la promotion de la langue allemande¹².
3. **La valorisation et l'utilisation de l'expertise du DAAD** en matière de coopération académique et scientifique pour développer la collaboration avec les autres institutions et pays en s'appuyant sur l'expérience de son réseau (plus de 500 experts et conférenciers).

La stratégie d'attractivité s'appuie sur la **réputation des universités allemandes en matière d'ingénierie et de recherche scientifique**. Les étudiants boursiers internationaux financés par le DAAD sont ainsi particulièrement nombreux aux niveaux master et doctorat en ingénierie, sciences et économie. C'est ainsi que les doctorants chinois en mobilité s'orientent principalement vers l'Allemagne (avant les États-Unis ou le Royaume-Uni). Ces disciplines correspondent à des besoins de formation exprimé par un marché du travail allemand proche du plein emploi et souffrant du déclin démographique de sa population.

Dernier élément contribuant à l'attractivité des études en Allemagne, leur **très faible coût**, les formations étant prises en charge par l'État fédéral et les Länder (80%). Combiné à une qualité de vie reconnue et à un coût de la vie en particulier en matière de logement – jusqu'ici – abordable, la communication autour de *Study in Germany* relayée par le DAAD et les universités est une réussite. Une nouvelle stratégie post 2020 est à construire. Le DAAD a confié les premiers travaux de réflexion à un groupe de « *young leaders* » chargé de proposer des idées innovantes.

7- CHEI, EAIE, AIU, *L'internationalisation de l'enseignement supérieur*, Parlement européen, 2015.

8- Il faut ajouter 1 milliard sur 15 ans destiné à créer 1 000 *tenure tracks* pour des enseignants-chercheurs.

9- Soit en 2018 : Heidelberg University (47^e), Technical University Munich (48^e), University of Munich (53^e) et University of Goettingen (99^e).

10- Étudiants étrangers en mobilité diplômante, y compris ceux ayant suivi leurs études secondaires en Allemagne.

11- <https://www.daad.de/medien/der-daad/medien-publikationen/publikationen-pdfs/daad-strategie-2020.pdf>

12- DAAD, « *Change by Academic Exchanges* », 2017.




OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Les **moyens financiers** transférés aux universités sont conséquents : 2,5 milliards d'euros à destination des initiatives d'excellence entre 2012 et 2017 et 1,5 milliard attendu pour 2019-2026¹³. Ces fonds ont permis l'internationalisation des *curricula* et le recrutement de chercheurs étrangers. À cela se rajoute l'effet de la mise en place de **programmes en anglais** : 57% des établissements allemands d'enseignement supérieur offrent des programmes internationaux et 20% de ces établissements les dispensent intégralement en anglais, en particulier aux niveaux master et doctorat.
- La **politique de bourse** est également conséquente, destinée à des étudiants de deuxième et troisième cycle essentiellement. Le DAAD est d'ailleurs le principal organisme pourvoyeur de bourses au monde. En 2017, il a financé 139 758 boursiers¹⁴ dont 61 528 internationaux en mobilité entrante et plus de 13 000 bourses d'excellence de longue durée. Les bourses couvrent les frais de vie. Elles peuvent se monter jusqu'à 850 euros par mois environ pour les étudiants de master et 1 200 euros par mois pour les doctorants¹⁵.
- La répartition géographique des mobilités financées vers et en provenance de l'Allemagne place l'Europe occidentale, centrale et du Sud-Est en première position avec 49% des effectifs, suivie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (12%), puis de l'Asie-Océanie (11%), l'Europe de l'Est, centrale et le Caucase du Sud (9%), l'Amérique latine (8,3%), l'Afrique subsaharienne (5,3%) et enfin l'Amérique du Nord (5,3%).
- Le DAAD s'investit enfin dans la **coopération et le renforcement des structures éducatives des pays partenaires**. En Afrique subsaharienne par exemple, le DAAD accompagne le développement des compétences académiques au sein des structures locales et soutient dix centres d'excellence de niveau master et doctorat au Sénégal, Niger, Kenya, Tanzanie, Afrique du Sud, Namibie, République démocratique du Congo et Ghana.


> Identité visuelle et campagnes de communication

Identité visuelle « Study in Germany – Land of ideas », campagne lancée en 2008




Site internet study-in.de



Campagne Study in Germany - Land of ideas



Site internet daad.de

13- <https://www.aefinfo.fr/depeche/540292>

14- https://www.daad.de/medien/fin_komplett_daad_jahresbericht-2017-en_dl.pdf

15- <https://www.daad-france.fr/fr/trouver-un-financement/aide-a-la-candidature/>



PERSPECTIVES

À la différence du modèle anglo-saxon de développement de l'enseignement supérieur, le système allemand se fonde sur une **philosophie qui promeut la coopération entre institutions plutôt que la compétition selon une logique davantage collaborative que de marché**. Les universités sont quasi gratuites pour les étudiants et le DAAD cherche à construire des partenariats de long terme avec différents pays et institutions. L'Université franco-allemande en est l'un des maillons.

En terme quantitatif, **la stratégie allemande est une réussite**. Avec 228 756 étudiants entrants sur l'année 2015 (chiffres UNESCO) et 350 000 étudiants étrangers en 2018 (chiffres DAAD), l'Allemagne a retrouvé le 5^e rang des pays d'accueil devant la Russie et derrière la France. L'important programme de bourses pour les étudiants sortants et entrants contribue sans nul doute à la dynamique du pays. Parallèlement, les étudiants allemands sont parmi les plus mobiles au monde.

L'Allemagne se distingue par la diversité de ses étudiants internationaux : Chinois (10,3%), Russes (4,4%), Indiens (4,3%), Autrichiens (4,2%), Français (3%) et Camerounais (2,8%), signe d'une attractivité mondiale d'un système allemand qui a su se réformer et s'internationaliser rapidement.



LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

- L'internationalisation de l'enseignement supérieur italien repose surtout sur le ministère de l'Éducation, des Universités et de la Recherche (Ministero dell'istruzione, dell'università e della ricerca – MIUR) et le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale – MAECI) ainsi que sur les initiatives individuelles des universités.

- L'association **Uni-Italia**, fondée en 2010 par les ministères des Affaires étrangères, de l'Éducation et de l'Intérieur, a pour objectif de promouvoir la mobilité des étudiants et des chercheurs étrangers et l'enseignement supérieur italien. Uni-Italia possède un statut privé à vocation publique et ne reçoit pas de subvention de l'État. L'association est présente en Italie et dans plusieurs pays dont la Chine (axe prioritaire), l'Inde, l'Indonésie, l'Iran et le Vietnam.

Uni-Italia travaille en étroite collaboration avec les bureaux diplomatiques italiens à l'étranger où sont situés des **centres de promotion et d'orientation** qui coopèrent avec les **instituts culturels italiens et les consulats italiens** pour promouvoir les programmes d'enseignement supérieur. L'association aide également les étudiants à leur arrivée en Italie dans le but de faciliter leur intégration. Sa gouvernance est assurée par un conseil d'administration composé des ministères et un comité scientifique auquel participent des représentants des universités italiennes.

- L'Italie a lancé à partir de 2006 une initiative conjointe entre le MAECI, Uni-Italia et ICE Agency (Institut de promotion du commerce extérieur), avec le soutien de Union-Camere¹ et Confindustria², intitulée « **Invest Your Talent in Italy** »³. Le programme vise à pallier la fuite des talents et le manque d'attractivité de l'enseignement supérieur italien en favorisant son internationalisation et sa connexion avec le secteur productif. Il s'agit d'attirer les étudiants internationaux de niveau master et doctorat dans les domaines de l'ingénierie, la technologie, l'économie, le management, l'architecture et le design en provenance de pays prioritaires.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **90 419 étudiants internationaux entrants en mobilité diplômante en 2015⁴** dont 59% de femmes, +29,3% depuis 2010. Onzième pays d'accueil derrière la Malaisie et cinquième pays européen dans le top 20 mondial des pays d'accueil.

- Les étudiants chinois sont les plus nombreux (14% du total). À l'exception de la Chine, le top 20 des nationalités accueillies n'est pas corrélé à la localisation des bureaux d'Uni-Italia. Les pays voisins d'Europe de l'Est et du Sud (Albanie, Roumanie, Grèce) sont en revanche bien représentés, sans que cela ne soit le fruit d'une stratégie d'attractivité spécifique.

- L'Italie est le 5^e pays de destination des étudiants Erasmus (22 785 internationaux accueillis en 2015-16).

1- Union italienne des chambres de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture

2- Confédération générale de l'industrie italienne

3- <http://www.uni-italia.it/en/invest-your-talent>

4- UNESCO, extraction septembre 2018.



20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux en Italie

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Chine	12 791	14,1%	170,5%
2 Albanie	11 460	12,7%	-6,3%
3 Roumanie	7 630	8,4%	82,8%
4 Iran	3 495	3,9%	108,3%
5 Grèce	2 984	3,3%	-14,2%
6 Cameroun	2 753	3,0%	20,1%
7 Ukraine	2 367	2,6%	106,7%
8 Moldavie	2 302	2,5%	84,8%
9 Pérou	2 230	2,5%	43,0%
10 Russie	2 178	2,4%	92,4%
11 Maroc	2 104	2,3%	35,4%
12 Allemagne	1 520	1,7%	22,7%
13 Inde	1 450	1,6%	225,1%
14 Équateur	1 379	1,5%	101,0%
15 Pologne	1 322	1,5%	3,8%
16 Israël	1 264	1,4%	-17,1%
17 France	1 229	1,4%	43,9%
18 Turquie	1 141	1,3%	95,0%
19 Brésil	1 042	1,2%	19,4%
20 Pakistan	1 020	1,1%	254,2%
TOTAL	90 419	100%	29,3%

> Mobilité sortante

- **59 917 étudiants italiens sont en mobilité internationale diplômante en 2015⁵**, +48,3% depuis 2010. Treizième pays dans le top 20 mondial des pays d'origine des étudiants internationaux et 3^e pays européen, juste devant la Russie.
- 12 245 italiens sont inscrits dans l'ESR français en 2016, un chiffre en forte progression (+53,9% entre 2011 et 2016). Ils sont le 2^e plus gros contingent après les Chinois parmi les doctorants étrangers en France (en progression de +19,4% entre 2012 et 2016).
- L'Italie est le 4^e pays d'origine des étudiants Erasmus avec 34 343 Italiens en mobilité en 2015-2016.

10 premiers pays de destination des étudiants italiens

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Royaume-Uni	10 474	17,5%	+61,5%
2 Autriche	8 064	13,5%	+6,2%
3 France	8 035	13,4%	+37,3%
4 Espagne (*)	5 744	9,6%	+84,3%
5 Allemagne	5 657	9,4%	+9,4%
6 Suisse	4 826	8,1%	+59,8%
7 États-Unis	4 208	7,0%	+4,3%
8 Pays-Bas	2 401	4,0%	+849,0%
9 Roumanie	1 192	2,0%	+101,4%
10 Danemark	1 084	1,8%	+260,1%
TOTAL	59 917	100%	+48,3%

(*) Chiffre 2016.

5- UNESCO, extraction septembre 2018.



STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

La stratégie d'internationalisation de l'enseignement supérieur italien est définie par les ministères des Affaires étrangères et de l'Éducation dans un **Plan 2017-2020 intitulé « Stratégie pour la promotion à l'extérieur de la formation supérieure italienne »**⁶ auquel ont contribué le ministère de l'Intérieur, la Conférence des recteurs d'universités (Conferenza dei Rettori delle Università Italiane - CRUI), les universités de Sienne, Pérouse et Uni-Italia.

Ce plan définit comme **axes stratégiques** :

- la mise en œuvre de politiques concertées et d'outils de recrutement à l'international ;
- le développement d'infrastructures d'accueil et d'intégration des étudiants internationaux ;
- le soutien à la formation des cadres des pays d'intervention afin de contribuer au renforcement des relations bilatérales dans tous les secteurs (politique, économique, scientifique, culturel, etc.) ;
- la simplification administrative et la mise en œuvre de procédures de reconnaissance des qualifications ;
- la recherche d'une synergie des actions d'internationalisation dans les champs académiques, économiques et de production afin de renforcer le lien entre les formations proposées aux étudiants internationaux et les besoins des entreprises.

Il définit également des **actions et des pays prioritaires** :

- amélioration du site « Uni-Italy » et mise en place d'autres outils de diffusion de l'offre de formation ;
- valorisation de la langue et de la culture ;
- renforcement de la structure «légère» Uni-Italia 2.0 pour la promotion à l'étranger du système d'enseignement supérieur ;
- mise en place de salons et tournées de recrutement et création d'antennes pour la promotion du système d'enseignement supérieur italien à l'étranger.

Les pays prioritaires sont la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Mexique, Israël, l'Argentine, l'Iran et l'Éthiopie.

D'autres pays sont mis en avant mais de façon moins prioritaire : l'Albanie, l'Algérie, l'Angola, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Cameroun, le Chili, la Colombie, la Corée du Sud, l'Égypte, la Jordanie, l'Indonésie, l'Irak, le Kosovo, la Libye, la Macédoine (ARYM), le Maroc, le Monténégro, le Mozambique, Oman, la Russie, la Serbie, la Tunisie, la Turquie et le Vietnam.

Enfin les étudiants en provenance de certains pays sont éligibles au dispositif université/entreprise « **Invest Your Talent in Italy 2.0** »⁷ : Azerbaïdjan, Brésil, Chine, Colombie, Égypte, Éthiopie, Ghana, Inde, Indonésie, Iran, Kazakhstan, Mexique, Turquie, Tunisie et Vietnam.

OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- En parallèle des programmes de mobilité financés par l'UE, le **MAECI offre des bourses d'un montant de 900 euros par mois pour des études au niveau master et doctorat, des bourses pour la formation professionnelle, artistique et musicale (AFAM) ainsi que des bourses dans le cadre de projets spéciaux pour les étudiants ressortissants de pays prioritaires, ou aux citoyens italiens qui y résident**. Ces bourses ont pour vocation de favoriser la coopération culturelle internationale, de promouvoir la diffusion de la langue, de la culture et de la science italiennes et d'accroître la visibilité du secteur économique et technologique de l'Italie dans ces pays. Le MAECI s'appuie dans sa communication sur un portail dédié : « *Study in Italy* »⁸.

6- [http://uni-italia.it/archivio/STRATEGIA_FSI\(1\).pdf](http://uni-italia.it/archivio/STRATEGIA_FSI(1).pdf) - MAECI, MIUR.

7- <http://investyourtalentapplication.esteri.it/SitoInvestYourTalentApplication/progetto.asp>

8- https://studyinitaly.esteri.it/en/home_borse



- Deux programmes sont orientés vers la Chine : le programme **Marco Polo**, développé par la CRUI pour les étudiants chinois désireux de se former dans les universités italiennes et le **programme Turandot** pour ceux qui veulent s'inscrire dans les Instituts supérieurs de formation artistique et musicale (secteur AFAM).⁹
- **Les universités pour étrangers** (Pérouse, Sienne et Dante Alighieri de Reggio Calabria) assurent la diffusion de la langue et de la culture italiennes à l'étranger et sont spécialisées pour Pérouse dans la médiation linguistique, la communication, les relations internationales, pour Sienne dans la didactique de l'italien et la médiation interculturelle et pour Dante Alighieri de Reggio Calabria dans les politiques sociales et la médiation linguistique.
- **Les universités binationales** : L'Italie dispose d'universités binationales : l'Université franco-italienne, l'Université italo-allemande et le campus sino-italien.
- **Les formations universitaires en anglais** : La loi Gelmini sur l'université (2010) permet aux universités publiques de renforcer leur internationalisation par la mise en œuvre de formations en langue étrangère. De nombreuses universités italiennes ont créé des formations en anglais en économie, commerce, management, ingénierie, sciences appliquées et sciences médicales (niveau minimum demandé : B2). Le portail du MIUR offre un moteur de recherche multicritère recensant 694 formations en anglais¹⁰.
- **Le dispositif université/entreprise « Invest Your Talent in Italy 2.0 »** propose une offre de formation académique intégrée dans l'entreprise. Associer l'ICE Agency au programme a permis la mise à disposition de fonds servant à financer des bourses de master et d'anglais (8 000 euros/an), bourses qui doivent être complétées par les entreprises et les universités participant au projet. Uni-Italia, qui finance également de nombreuses bourses pour les étudiants, fait partie du comité technique du programme et en assure la promotion ainsi que la gestion.
- Il existe par ailleurs des bourses proposées par les universités¹¹ et des financements offerts par les gouvernements régionaux italiens.

> Identité visuelle et campagnes de communication

Site internet Uni-Italy www.uni-italia.it



Campagne de promotion « Invest your talent in Italy »



Site internet dédié à la campagne Invest your talent in Italy





9- CAMPUS FRANCE - Les Notes N°43 – « Étude comparative sur l'attractivité de l'enseignement supérieur en Allemagne, Chine, Espagne, Italie et Royaume-Uni », décembre 2013.

10- <http://www.uni-italia.it/it/corsi-in-inglese>

11- <https://www.esteri.it/mae/en/servizi/stranieri/opportunita/borse-di-studio-offerte-dalle-universita.html>



PERSPECTIVES

Bien que pionnière dans la mise en place du processus de Bologne et participant activement au programme Erasmus+, l'Italie éprouve des difficultés à **réformer son système d'enseignement supérieur**, dans un contexte de baisse des inscriptions universitaires (en particulier au centre et au sud du pays). Le manque de réformes entreprises dans l'enseignement supérieur au cours des soixante dernières années résulte en partie de l'instabilité économique et politique, d'un manque de financement évident¹² et de fortes résistances internes du milieu de l'enseignement¹³.

On relève également une **faiblesse des financements** : l'Italie est, selon l'OCDE, le seul pays dans lequel les dépenses publiques réelles en faveur des établissements d'enseignement ont baissé entre 2000 et 2011.

En dépit de ses ambitions affichées, **la stratégie nationale en matière d'attractivité** reste floue et **semble peu suivie au niveau national** (en témoigne l'actualisation déficiente du site internet de Uni-Italy et une faible corrélation entre la présence d'un bureau dans un pays et le nombre d'étudiants en mobilité correspondant). Quelques établissements pilotes portent cependant un désir d'internationalisation comme la Bocconi University, le Politecnico de Milan, l'Università di Bologna ou la LUISS de Rome.

Même en l'absence de stratégie nationale globale, l'internationalisation occupe une place croissante dans la législation en faveur du développement de l'ESR. Les dernières réformes ont pour objectifs de supprimer les dysfonctionnements, de récompenser la performance et d'ouvrir le système pour que l'Italie puisse rattraper son retard et se conformer à la stratégie Europe 2020. En ce sens, le processus de Bologne est un catalyseur pour les politiques nationales d'internationalisation.

Le MAECI apporte un soutien continu qui prend la forme d'accords bilatéraux assortis de diverses possibilités de financement annuel pour étudiants et chercheurs. Il soutient également d'autres initiatives en faveur de l'internationalisation en collaboration avec d'autres organismes (« *Italian Culture on the Net* » ou « *Invest Your Talent in Italy* »).

12- Le ratio entre les dépenses publiques et le nombre des étudiants de l'ESR est inférieur de 30% à la moyenne des pays de l'OCDE. Les niveaux d'investissement en faveur de la recherche et du développement sont parmi les plus faibles des grandes puissances économiques industrielles en raison du faible niveau de financement du secteur privé.

13- CHEI, EAIE, AIU, L'internationalisation de l'enseignement supérieur, Parlement européen, 2015.



PAYS-BAS

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est ancienne aux Pays-Bas, ancien pays colonial et par tradition très ouvert sur le monde anglo-saxon.

- **L'EP-NUFFIC** (European Platform– Netherlands Universities Foundation for International Cooperation) a été créé en 1952 par les présidents-curateurs des universités néerlandaises afin de mettre en place des programmes d'éducation en anglais à destination des étudiants des pays nouvellement décolonisés. L'association s'est progressivement transformée en une **fondation qui promeut et gère la mobilité entrante et sortante (Erasmus+) des étudiants et des enseignants**¹. Lié au ministère des Affaires étrangères et au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Science, qui le financent, l'EP-NUFFIC gère les bourses de mobilité, évalue les diplômes, étudie les systèmes d'enseignement supérieur étrangers et aide les établissements (du secondaire au supérieur) à s'internationaliser. Il administre également des programmes de coopération institutionnelle (*capacity building*) à l'étranger. L'EP-NUFFIC a son siège à La Haye et possède 11 bureaux à l'étranger.
- L'internationalisation de la recherche est confiée par le gouvernement à **l'Académie Royale néerlandaise des Arts et des Sciences** (Koninklijke Nederlandse Akademie van Wetenschappen – KNAW) et à **l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique** (Nederlandse Organisatie voor Wetenschappelijk Onderzoek – NWO)
- Les **universités**, et en particulier les universités de recherche, développent des stratégies d'internationalisation propres et bénéficient d'une forte reconnaissance institutionnelle. Elles se réunissent dans deux structures distinctes : l'Association of the Universities of the Netherlands (VSNU) et la Netherlands Association of Universities of Applied Science.
- Quelques institutions privées et entreprises (Union des Caisses d'Épargne – Verenigde Spaar Banken) financent des bourses de mobilité vers les Pays-Bas.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- Avec **86 189 internationaux accueillis en 2015**², +208% depuis 2010 (soit un triplement de la mobilité), les Pays-Bas se classent au 12^e rang mondial. Dans un rapport publié en 2018, l'EP-NUFFIC compte 89 947 étudiants internationaux en mobilité diplômante dont 40 000 qui suivent un programme diplômant en anglais³.

1- Les doctorants sont considérés aux Pays-Bas comme des professionnels et non comme des étudiants – donc intégrés dans la mobilité du personnel académique.

2- UNESCO, extraction septembre 2018. Pour l'UNESCO, ne sont comptés comme étudiants en mobilité que ceux ayant effectué leurs études secondaires dans un pays différent de celui où ils étudient dans le supérieur.

3- EP-NUFFIC, *Incoming Student Mobility in Dutch High Education 2017-2018* (www.nuffic.nl/mobility-statistics).



20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux aux Pays-Bas

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Allemagne	23 579	27,4%	38,3%
2 Chine(*)	4 804	5,6%	144,9%
3 Belgique	2 677	3,1%	135,7%
4 Italie	2 401	2,8%	849,0%
5 Grèce	2 292	2,7%	1 663,1%
6 Royaume-Uni	2 060	2,4%	787,9%
7 Bulgarie	1 846	2,1%	153,2%
8 Espagne	1 531	1,8%	586,5%
9 Roumanie	1 473	1,7%	659,3%
10 France	1 430	1,7%	242,9%
11 Inde	1 268	1,5%	2 086,2%
12 Indonésie	1 098	1,3%	222,0%
13 Pologne	1 093	1,3%	124,9%
14 Lituanie	853	1,0%	903,5%
15 États-Unis	711	0,8%	383,7%
16 Hongrie	648	0,8%	318,1%
17 Lettonie	560	0,6%	460,0%
18 Portugal	527	0,6%	454,7%
19 Turquie	509	0,6%	170,7%
20 Autriche	473	0,5%	261,1%
TOTAL	86 189	100%	208,2%

(*) Hong-Kong et Macao inclus.

- **10,7% du total des étudiants sont internationaux** (soit le double de la moyenne des pays de l'OCDE) et 14,8% des nouveaux admis (24,5% au niveau master et 45% au niveau doctoral en 2017).
- En 2017, **25% des étudiants internationaux aux Pays-Bas étaient Allemands** (27,2% en 2015). Après une forte augmentation durant les années 2000, leur proportion stagne voire décline depuis 2012⁴, effet d'une stratégie visant à diversifier les pays cibles du recrutement, en Europe (Grèce, Italie, Roumanie) et dans le monde (Chine, Inde).
- Les étudiants internationaux s'inscrivent plus particulièrement dans les cursus d'**ingénierie**, d'**agronomie**, de **sciences sociales** et d'**économie**.

> Mobilité sortante

- En volume, les Pays-Bas sont davantage un pays de mobilité entrante que sortante : seuls **15 153 étudiants** ont étudié à l'étranger (hors programme Erasmus+), soit le 65^e rang mondial.
- Les pays de destination se situent principalement en Europe occidentale (Belgique, Royaume-Uni, Allemagne, France).

4- EP-NUFFIC, *Incoming Student Mobility in Dutch High Education 2017-2018* (www.nuffic.nl/mobility-statistics).



10 premiers pays de destination des étudiants néerlandais

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Belgique	3 601	23,8%	15,5%
2 Royaume-Uni	3 360	22,2%	4,7%
3 États-Unis	1 844	12,2%	1,7%
4 Allemagne	1 184	7,8%	41,0%
5 France	599	4,0%	-15,9%
6 Danemark	421	2,8%	159,9%
7 Suisse	351	2,3%	44,4%
8 Suède	338	2,2%	139,7%
9 Autriche	300	2,0%	8,4%
10 Australie	257	1,7%	-18,2%
TOTAL	15 153	100%	19,8%

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- La première des stratégies est de mettre en avant la **qualité de l'offre de formation** offerte aux Pays-Bas, et en particulier les universités de recherche, qui ciblent les meilleurs étudiants internationaux de niveau master ou doctorat. Toutes ces universités figurent parmi les 500 meilleures universités mondiales du classement de Shanghai (dont 4 dans le top 100⁵). Déjà très internationalisées, ces universités, tout comme les « universités de sciences appliquées » travaillent avec l'EP-NUFFIC à s'ouvrir encore davantage, à modifier leurs *curricula* pour tenir compte des spécificités des internationaux et à participer pleinement à la course mondiale aux talents. L'internationalisation est ici perçue comme un facteur d'attractivité, mais aussi comme un moyen d'améliorer qualitativement l'offre éducative et l'enseignement. Les services d'immigration se rangent donc généralement derrière les décisions des établissements pour octroyer les visas étudiants.
- Il ressort des documents publiés par l'EP-NUFFIC une **volonté de diversifier le public étudiant international** et de diminuer la « dépendance » aux étudiants allemands et flamands qui représentent près de 30% du total. L'idée est d'offrir un apprentissage de la diversité en classe et des échanges d'idées et de culture, mais aussi de valoriser la richesse des parcours de vie des étudiants néerlandais issus de l'immigration.
- Les Pays-Bas ciblent en particulier certains pays, avec lesquels ils bénéficient d'un lien historique (Afrique du Sud, Indonésie), veulent renforcer les échanges (Chine, Inde, Turquie) ou développent des actions de développement. La majorité des bourses et des programmes de coopération leur sont destinés. La localisation des **onze bureaux régionaux de l'EP-NUFFIC** (Netherlands Education Support Office - NESOs) est l'exact reflet des pays perçus comme **prioritaires** : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Thaïlande, Turquie et Vietnam. Ces efforts de ciblage semblent être couronnés de succès puisque le nombre des étudiants (en mobilité diplômante) en provenance des pays NESOs a doublé depuis dix ans (12 040 étudiants en 2017-2018), et le nombre de nouveaux étudiants a lui triplé (de 1 785 à 5 251 par an).
- L'EP-NUFFIC vient également d'annoncer un **programme de bourses conséquent** (10,1 millions d'euros⁶) à destination de neuf pays du Sahel, de la Corne de l'Afrique et du Moyen-Orient, dans le but de permettre à de jeunes professionnels de suivre des cours (court séjour ou master) aux Pays-Bas sur la gestion de l'eau, la sécurité alimentaire, la santé et la reproduction et l'État de droit. Ses priorités (et celles du ministère du Commerce extérieur et de la Coopération qui finance ces 850 bourses de court ou de long séjour) s'élargissent donc à un périmètre nouveau qui correspond à une zone de tension dont la sécurité et le développement sont cruciaux pour l'UE.

5- Utrecht University, University of Groningen, Leiden University et Erasmus University Rotterdam. Le classement QS 2018 compte lui deux universités dans le top 100 : Delft University of Technology, University of Amsterdam.

6- Ces sommes permettent de renforcer l'*Orange Knowledge Programme* et les *MENA scholarship* (cf. *infra*).



- Une inflexion de la stratégie de l'EP-NUFFIC se manifeste depuis deux ans. En raison de l'internationalisation déjà très avancée de nombreuses universités (58% des étudiants de Maastricht University sont internationaux) et d'un changement de priorité gouvernementale concernant la mobilité étudiante, davantage d'efforts sont portés sur la mobilité sortante. Au-delà de l'objectif affiché – que tous les élèves et étudiants bénéficient d'une expérience à l'international – la volonté est d'augmenter le nombre d'étudiants néerlandais en mobilité en Europe (programme Erasmus+ mais aussi mobilité diplômante) jusqu'à atteindre 30% de la population estudiantine afin qu'ils bénéficient, eux aussi, d'un apprentissage culturel à l'étranger.

OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Le facteur qui explique le mieux la hausse considérable de la mobilité entrante aux Pays-Bas est la **multiplication, depuis les années 2000, des programmes de formation en anglais**. L'ambition première était de créer via l'enseignement en anglais des classes internationales bénéficiant à tous, de favoriser l'interculturalité et de confronter les étudiants néerlandais à un monde globalisé et interconnecté. En 2017, 23% des programmes de bachelor dans les universités de recherche et 74% des programmes de master étaient donnés en anglais⁷. Seuls les cursus en santé, droit et éducation/enseignement restent enseignés en très grande majorité en néerlandais, ce qui n'est pas sans provoquer des débats actuellement sur la place de la langue néerlandaise et la domination sans partage de l'anglais par rapport aux autres langues (allemand, français...).
- Le corps enseignant s'est parallèlement internationalisé puisque **les étrangers constituent désormais près d'un tiers de l'ensemble du personnel académique** dans les universités de recherche. Sciences, ingénierie et économie sont les secteurs enregistrant les plus hauts pourcentages de personnel international : près de 50% des doctorants et de 15 à 20% des professeurs titulaires y sont étrangers.
- La **politique de bourse**, en particulier en faveur des pays NESOs, est à signaler. Les programmes administrés par l'EP-NUFFIC sont nombreux (*Orange Scholarship*, *MENA scholarship* pour les pays du Moyen Orient, *Orange Tulip scholarship*, *Sino-Dutch Scholarship*, etc.) et bien financés. Les montants diffèrent en fonction des universités mais elles offrent souvent une exonération totale ou partielle des frais de scolarité, éventuellement assortie d'une bourse de vie qui peut aller jusqu'à 5 000 euros.
- L'EP-NUFFIC développe également une **politique de développement**, de *capacity building* et de bourses, en particulier dans les États africains, pour aider les pays à développer leurs propres infrastructures et offres de formation. À travers le *Orange Knowledge Programme* par exemple, se montent des coopérations entre les institutions éducatives néerlandaises et 52 pays participants autour de sujets comme la sécurité alimentaire, la sexualité ou l'État de droit.
- L'un des arguments des Pays-Bas pour convaincre les étudiants internationaux est l'**année d'orientation** (*Zoekjaar*), qui permet aux diplômés de résider un an dans le pays pour trouver un emploi et ainsi faire sponsoriser leur permis de travail. Depuis 2016, les étudiants ont trois ans pour candidater à cette année supplémentaire après l'obtention de leur diplôme (ce n'était possible auparavant que pour les jeunes docteurs). Les étudiants peuvent également postuler après chaque obtention de diplôme, et non plus qu'une seule fois. Selon l'EP-NUFFIC, 25% des diplômés internationaux seraient toujours aux Pays-Bas cinq ans plus tard et rapporteraient 1,5 milliard d'euros à l'État néerlandais⁸.

7- EP-NUFFIC, *Incoming Student Mobility in Dutch High Education 2017-2018*.

8- <https://thepienews.com/analysis/the-lure-of-work-rights-international-students-act-1-policies/>



- Dernière action au service de sa politique d'attractivité, **une communication ciselée et ciblée**. Dans les salons ou les foires étudiantes, les stands de l'EP-NUFFIC se remarquent de loin. Les universités cherchent d'ailleurs à créer leur marque propre⁹. En interne, l'organisation mène un lobbying souvent efficace pour rappeler la contribution de l'internationalisation des établissements et de l'accueil d'étudiants étrangers, un bénéfice à la fois financier (1,57 milliard d'euros annuel), mais aussi académique (amélioration de la qualité de l'offre éducative et de la recherche), culturel (favorise la compréhension mutuelle des peuples) et diplomatique (s'inscrit dans un ordre international pacifique et contribue à l'image et au *soft power* des Pays-Bas).

> Identité visuelle et campagnes de communication

Salon Nuffic Neso Vietnam



Logo et signature Study in Holland – open to international minds



Site internet Study in Holland www.studyinholland.nl



Exemple de visuel de la campagne Study in Holland, soulignant les programmes enseignés en anglais



Exemples de visuels de la campagne Study in Holland



About Holland: Study in Holland	Total population 17,1 million	Number of universities 160+
International students 112,000+	Universities 14	University ranking 12
Flight frequency 100+	Connectivity 100+	Salary in Holland 19th

PERSPECTIVES

Les Pays-Bas ont développé depuis quelques années **une politique exemplaire, réfléchie et populaire en faveur de l'internationalisation de leurs établissements d'enseignement supérieur**. La qualité des enseignements en anglais, la communication efficace de l'EP-NUFFIC et une politique de bourses attractive ont permis de placer en quelques années le pays sur la carte mondiale de l'enseignement supérieur.

L'attractivité se maintient à un niveau élevé mais **la croissance a ralenti après plusieurs années fastes**. L'identification de l'étudiant au migrant et la défense de la langue néerlandaise viennent jeter une ombre sur un tableau jusqu'alors idyllique. Si la stratégie d'internationalisation et d'attractivité demeure portée par l'EP-NUFFIC et les établissements, elle doit s'inscrire dans un nouveau contexte politique, qui n'en fait plus sa priorité.

⁹ www.vsn.nl/internationalisation-agenda



LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

Le Royaume-Uni est, de manière historique et systémique, extrêmement présent à l'international. Cette volonté de rayonnement dans le monde entier est partagée par son enseignement supérieur. Si les établissements en sont les premiers acteurs, quelques organisations nationales, dont une principale, gèrent cette internationalisation :

- le **British Council**¹ (BC), créé en 1934 et sanctionné par une charte royale en 1940, est une organisation caritative publique, indépendante sur le plan opérationnel du gouvernement britannique. C'est l'organe majeur de promotion de l'enseignement supérieur du Royaume-Uni à l'étranger ; il est également chargé de l'enseignement de la langue anglaise à l'international et de la diffusion de la culture britannique, notamment au travers des arts. En 2017-2018, son budget se monte à 1,32 milliard d'euros dont 14% de subventions du bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (Foreign & Commonwealth Office – FCO) ; 41% de ses revenus proviennent de son activité de centre d'examen. Le BC est présent dans plus de 100 pays, emploie 10 677 collaborateurs dont 89% à l'étranger ; 2 536 sont des enseignants. 400 000 étudiants ont fréquenté un centre d'apprentissage de l'anglais du BC en 2017-2018 ;
- fondé en 1968, le **Conseil britannique pour les étudiants internationaux**² (UK Council for International Student Affairs – UKCISA) est un organisme d'envergure nationale chargé de conseiller et de guider les étudiants internationaux dans tous les aspects de leur séjour. Le UKCISA conseille également les établissements d'enseignement supérieur membres et promeut leur internationalisation. Il compte 515 membres en 2017-2018, dont l'ensemble des universités britanniques, 139 établissements d'enseignement général et professionnel (*Further education* [FE] *colleges*) et 113 syndicats étudiants. Le UKCISA est financé en partie par le département de l'Éducation et, depuis récemment, par le gouvernement écossais³ ;
- les établissements d'enseignement supérieur britanniques sont aussi acteurs de l'attractivité du pays, et en particulier les universités, réunies en organisation à but non lucratif sous le nom d'**Universities UK**⁴. Au sein de celle-ci s'est formée une branche spécialisée sur l'international, **Universities UK International** (UUKi), qui se donne pour missions le soutien aux stratégies d'internationalisation des universités, le lobbying à ce sujet auprès des pouvoirs publics et le développement de partenariats stratégiques.

1- <https://www.britishcouncil.org/organisation>

2- <https://www.ukcisa.org.uk/>

3- UKCISA, *Annual Review 2017-2018*, juin 2018.

4- <https://www.universitiesuk.ac.uk/>



ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **430 687 étudiants internationaux entrants en 2015⁵**, +10,4% depuis 2010. Deuxième pays d'accueil au monde, alors loin devant l'Australie.

20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux aux Royaume-Uni

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Chine	108 144	25,1%	64,9%
2 Inde	18 177	4,2%	-52,4%
3 Nigéria	17 881	4,2%	8,5%
4 Malaisie	17 011	3,9%	36,6%
5 États-Unis	15 378	3,6%	11,0%
6 Allemagne	13 464	3,1%	-11,2%
7 France	11 567	2,7%	-15,0%
8 Irlande	10 849	2,5%	-34,1%
9 Italie	10 474	2,4%	61,5%
10 Grèce	10 110	2,3%	-13,8%
11 Arabie saoudite	8 469	2,0%	5,1%
12 Singapour	7 286	1,7%	96,8%
13 Espagne	7 074	1,6%	25,9%
14 Roumanie	6 578	1,5%	107,8%
15 Bulgarie	6 256	1,5%	85,9%
16 Thaïlande	6 135	1,4%	14,7%
17 Pakistan	6 060	1,4%	-37,9%
18 Canada	6 049	1,4%	9,8%
19 Norvège	5 452	1,3%	65,5%
20 Pologne	5 237	1,2%	-37,0%
TOTAL	430 687	100%	10,4%

- Selon l'Agence de statistiques sur l'enseignement supérieur (Higher Education Statistics Agency – HESA), ce chiffre se porterait pour l'année 2016-2017 à 442 375 étudiants (contre 438 010 en 2015-2016), dont **30% originaires de l'UE⁶**.
- **27,8% de ces étudiants étudieraient les STIM⁷, 27,5% le commerce et le management**, et 16,1% les sciences humaines et les langues.
- La HESA dénombre également **les étudiants internationaux obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur britannique depuis l'étranger** (campus délocalisés, enseignement à distance, établissement partenaire d'une université britannique, etc.). Ils seraient ainsi 707 915 dans ce cas en 2016-2017, soit +18,3% en 5 ans. 12,5% de ces étudiants seraient domiciliés dans l'UE. 3,6% de l'ensemble de ces étudiants seraient inscrits dans un campus délocalisé d'un établissement britannique, et 16,6% suivraient des cours à distance.

> Mobilité sortante

- **31 433 étudiants du Royaume-Uni sont en mobilité internationale diplômante en 2015⁸**, +26,8% depuis 2010 en 32^e position des pays d'origine des étudiants internationaux. La balance est donc fortement déséquilibrée en faveur de la mobilité entrante.

5- UNESCO, extraction septembre 2018.

6- <https://www.hesa.ac.uk/data-and-analysis/students/whos-in-he>

7- Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM en anglais).

8- UNESCO, extraction septembre 2018.



10 premiers pays de destination des étudiants britanniques

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 États-Unis	9 601	30,5%	+9,3%
2 Pays-Bas	2 060	6,6%	+787,9%
3 France	1 995	6,3%	-26,2%
4 Allemagne	1 798	5,7%	+34,0%
5 Australie	1 592	5,1%	-4,2%
6 Irlande	1 579	5,0%	-12,5%
7 Canada	1 515	4,8%	+61,9%
8 Émirats arabes unis	799	2,5%	
9 Danemark	789	2,5%	+321,9%
10 Autriche	674	2,1%	+112,4%
TOTAL	31 433	100%	+26,8%

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

• Alors que sa sortie prévue de l'UE place le pays dans une position instable, le Royaume-Uni est confronté à une série de défis cruciaux qui menacent sa place sur la scène mondiale : la croissance économique de la Chine, de l'Inde et d'autres pays émergents, la montée des indépendantismes au sein du Royaume ou encore les crises migratoires et les réactions qu'elles engendrent.

En outre, la politique des visas n'a pas été favorable à l'image du Royaume-Uni et, de façon symptomatique, les étudiants internationaux sont comptabilisés dans les chiffres de l'immigration.

• Dans ce contexte, **l'excellence de l'enseignement supérieur britannique et l'attraction qu'il exerce sur les étudiants du monde entier sont des atouts que le Royaume-Uni veut mettre en avant**. Le BC a ainsi adopté un **plan stratégique pour 2018-2020**⁹ défini avec les ministères, ses partenaires et ses représentations à l'étranger. Ce plan, applicable à l'ensemble de ses domaines d'activité, fixe quatre objectifs :

1. Le renforcement de l'impact de son action sur les **zones définies comme prioritaires** : les économies émergentes (la Chine, l'Inde, le Nigéria, la Turquie et l'Indonésie sont particulièrement cités) mais aussi l'UE, la Russie et ses pays voisins.
2. L'amélioration de « **l'expérience client** » et de la satisfaction des partenaires.
3. Le maintien de la viabilité financière, notamment par la diversification des revenus.
4. L'accroissement des compétences (digitales notamment) et de l'efficacité des collaborateurs du BC.

• En raison du poids du pays dans la mobilité entrante au Royaume-Uni, un accent particulier est mis sur **les relations avec la Chine**, avec laquelle le BC prévoit de développer une stratégie sur cinq ans, pour soutenir Pékin dans son propre effort d'internationalisation. Le BC travaille également à la promotion de la langue anglaise en Chine et à s'imposer comme destination privilégiée pour son apprentissage.

⁹ <https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/2018-20-corporate-plan.pdf>



OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- L'attractivité de l'enseignement supérieur britannique est d'abord le résultat de **la réputation académique et d'accueil de ses 166 institutions d'enseignement supérieur**, dont les universités. Ces établissements sont réellement autonomes et en compétition les uns avec les autres. Parmi eux, les 24 universités du Russell Group¹⁰ sont considérées comme étant celles qui réalisent une recherche de qualité exceptionnelle au niveau international.
- Ce sont **les meilleures universités qui attirent le plus de financements** : 51% des fonds issus des conseils de recherche, de la Royal Society et de la Royal Society of Edinburgh sont concentrés dans dix universités, 75% le sont dans les universités du Russell Group et 31% dans les universités de Cambridge, Oxford, University College London, Imperial College et King's College London.
- Ces fonds sont en partie utilisés pour attirer les étudiants et chercheurs étrangers, notamment via **des bourses d'études et de recherche**. À titre d'exemple, Cambridge propose des financements à des étudiants étrangers de master ou de doctorat¹¹ couvrant les frais de scolarité, de transport, une allocation de subsistance extensible à la famille de l'étudiant pendant toute la durée du programme. 95 bourses sont attribuées chaque année.
- Des moyens sont également mis en œuvre au niveau national ou régional. Le FCO finance ainsi depuis 1983 le **programme British Chevening Scholarships for International Students**¹², qui offre 1 500 bourses chaque année à des étudiants de master. Une liste de pays éligibles est définie. Le programme implique que l'étudiant retourne ensuite dans son pays d'origine pour un minimum de deux ans. Des programmes de recherche ou à destination des élites économiques sont également proposés : le Chevening Research Science and Innovation Leadership Fellowship (CRISP) pour les citoyens indiens ou sri-lankais en est un exemple, mais un certain nombre d'autres programmes concernent les citoyens chinois.
- Le BC, qui ne gère pas directement de programmes de bourses, a lancé une **campagne de communication « Study UK: Discover You »**¹³. Un site web associé, dédié aux étudiants internationaux de premier cycle, recense les informations nécessaires à la préparation d'un séjour d'études dans le pays, notamment les bourses d'études disponibles. Si la campagne est globale et se traduit par la présence du BC dans la plupart des manifestations internationales, elle cible néanmoins en particulier la Chine, l'Inde, les États-Unis et la Malaisie. Elle organise également une remise de récompense à des alumni (Alumni Award¹⁴) chaque année. Son budget s'élève à 4,5 millions d'euros en 2016-2017.
- « Study UK: Discover You » fait partie intégrante de l'action du BC dans le cadre de **la campagne de communication plus globale « GREAT Britain »**, lancée en 2012 et financée à hauteur de 67,6 millions d'euros par an jusqu'en 2020. Cette campagne met en avant, outre l'enseignement supérieur britannique, sa recherche, son secteur high-tech et sa culture entrepreneuriale. Pilotée par le département du Commerce international, l'agence de promotion du tourisme VisitBritain et le BC, elle serait la plus ambitieuse campagne de promotion internationale jamais entreprise par le gouvernement britannique et ses retombées économiques se chiffrent à 3,8 milliards d'euros (le bénéfice final est estimé à 9 milliards d'euros et 50 000 emplois au total pourraient être créés).
- Le BC fournit enfin un ensemble complet de services payants qui répondent aux divers besoins en marketing international des établissements britanniques¹⁵.

10- Les réunions du Russell Group ont commencé en 1994. Devenu une organisation professionnelle en 2007, le groupe appuie ses membres dans la définition de leur stratégie, leur développement, leur communication, etc.

11- Gates Cambridge Scholarships. <https://www.gatescambridge.org/>

12- <http://www.chevening.org/>

13- https://study-uk.britishcouncil.org/?_ga=2.211929236.1081307926.1538560014-1755602359.1538403721

14- <https://study-uk.britishcouncil.org/alumni-awards>

15- <https://education-services.britishcouncil.org/service-catalogue>



> Identité visuelle et campagnes de communication



PERSPECTIVES

Fort de ses atouts (excellence de l'enseignement, réputation, prééminence internationale de la langue anglaise, etc.), le Royaume-Uni affiche une stratégie académique d'excellence dans le cadre d'un **modèle d'attractivité fondé sur une logique de marché**. L'étudiant international est le client d'une véritable industrie éducative : le pays en tire des bénéfices économiques, scientifiques, culturels et diplomatiques. Le Royaume-Uni parie de ce fait sur le développement de ses relations et de son influence vers les pays de premier rang et ceux à fort taux de croissance.

L'horizon semble cependant instable et l'heure est au repli stratégique en attendant les conclusions du divorce avec l'UE même si le BC et les établissements restent proactifs. **Les incertitudes sont nombreuses** : la sortie de l'UE pourrait affecter la mobilité entrante, et notamment les étudiants originaires d'Europe qui risquent de voir leurs frais de scolarité augmenter drastiquement¹⁶. Les mesures restrictives sur les visas pèsent également sur l'attractivité¹⁷. Enfin, des voix s'élèvent à l'intérieur du secteur de l'enseignement supérieur contre la place de plus en plus massive des étudiants étrangers dans les établissements au détriment de la qualité de l'expérience éducative de l'ensemble des étudiants ; l'accent mis sur la quantité d'étudiants internationaux recrutés plutôt que sur leur qualité est critiqué¹⁸, dans un contexte de surenchère rhétorique qui peut assimiler étudiants étrangers et migrants. L'après Brexit est dans toutes les têtes, les stratégies futures déjà redéfinies mais l'aléa du divorce obscurcit pour l'instant la vision.

16- Selon l'étude récente du site Save the Student, les frais des étudiants internationaux au Royaume-Uni s'élèveraient à 13 500 euros par an. <https://www.savethestudent.org/money/student-money-survey-2018.html>

17- Universities UK estime que le système de visa pourrait constituer un manque à gagner de 29 milliards d'euros, les étudiants internationaux se redirigeant vers les autres pays anglo-saxons, et en particulier vers l'Australie, sur le point de dépasser le Royaume-Uni dans le classement des pays d'accueil. <https://www.bbc.com/news/education-45398634>

18- <https://theconversation.com/why-the-uk-must-up-its-game-when-it-comes-to-recruiting-international-students-97385>



RUSSIE

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

Depuis deux décennies, l'enseignement supérieur russe fait l'objet de réformes régulières qui s'inscrivent dans une **stratégie globale de modernisation du pays et de diversification d'une économie** fortement dépendante de la rente énergétique. Ces réformes s'appuient particulièrement sur le renforcement des secteurs de l'innovation et des hautes technologies. Le paysage scientifique et universitaire russe se structure aujourd'hui autour de deux grandes tendances : **l'internationalisation et la constitution de pôles d'excellence, thématiques ou régionaux.**

- Les **ministères et les régions** incitent fortement les universités à s'ouvrir vers l'extérieur en **indexant les budgets des établissements publics** à des indicateurs d'internationalisation (nombre d'étudiants en mobilité, d'étudiants et de chercheurs internationaux accueillis, d'accords signés, etc.)¹.
- Cette tendance est renforcée au cours de la dernière décennie par **l'émergence d'une quarantaine d'universités fédérales et universités nationales de recherche** (UNR - souvent spécialisées dans un domaine des hautes technologies). Très bien dotées, elles se tournent activement vers la coopération internationale et offrent un très bon niveau de formation dans un grand nombre de disciplines scientifiques, techniques et d'ingénierie.

La promotion des études en Russie se fait au travers du site du ministère fédéral des Sciences et de l'Éducation « **Studyinrussia.ru** » qui référence 3 400 programmes de formation à destination des étudiants internationaux.

La promotion de l'enseignement supérieur est assurée également par **l'Agence fédérale pour la Communauté des États indépendants, les compatriotes à l'étranger et la coopération humanitaire internationale (Rossotrudnichestvo)** grâce à ses 95 bureaux répartis dans 80 pays (Paris héberge ainsi un « Centre de Russie pour la Science et la Culture » dans le 16^e arrondissement²). Créée en 2008 et sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, cette agence gère aussi les programmes de bourse en lien avec le ministère et la promotion de la langue et de la culture russe. Elle soutient enfin certains projets menés par des Russes expatriés.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **226 431 étudiants internationaux entrants en 2015³**, +53,2% depuis 2010 et +30% depuis 2012. Sixième pays d'accueil au monde dans le top 20 mondial des pays d'accueil, en progression très dynamique talonnant l'Allemagne et la France.

1- https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/RUSSIE_Fiche_Curie_2013_3_cle01f1aa.pdf

2- Centre de Russie pour la science et la culture à Paris : <http://fra.rs.gov.ru/fr>

3- UNESCO, extraction septembre 2018.



20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux en Russie

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015(*)
1 Kazakhstan	59 295	26,2%	117,1%
2 Ukraine	21 817	9,6%	70,5%
3 Biélorussie	18 804	8,3%	-26,6%
4 Turkménistan	16 332	7,2%	231,4%
5 Ouzbékistan	16 162	7,1%	52,0%
6 Azerbaïdjan	14 083	6,2%	57,5%
7 Tadjikistan	10 825	4,8%	129,0%
8 Chine	9 786	4,3%	3,6%
9 Moldavie	5 834	2,6%	27,7%
10 Arménie	4 446	2,0%	18,3%
11 Kirghizistan	4 430	2,0%	102,5%
12 Inde	4 276	1,9%	12,0%
13 Malaisie	2 459	1,1%	-10,4%
14 Vietnam	1 557	0,7%	-44,1%
15 Mongolie	1 284	0,6%	-26,5%
16 Maroc	1 047	0,5%	19,9%
17 Nigéria	1 167	0,5%	71,1%
18 Géorgie	1 076	0,5%	-54,1%
19 Turquie	698	0,3%	62,7%
20 Lettonie	622	0,3%	-23,9%
TOTAL	226 431	100%	53,2%

(*) Estimation pour l'année 2010.

- La Russie recrute la majorité (52%) de ses étudiants internationaux dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), profitant d'affinités historiques et, dans une certaine mesure, linguistiques.
- La mobilité des étudiants kazakhstaniens (77 954 au total partaient étudier à l'étranger en 2015) illustre l'attractivité russe : près de 76% d'entre eux sont en Russie, deux fois plus qu'il y a 5 ans.
- On observe une tendance récente à une diversification (limitée) de la mobilité entrante : pays européens hors UE (32%) et Asie (10%).

> Mobilité sortante

- 57 332 étudiants russes en mobilité internationale diplômante en 2015⁴, +13,7% depuis 2010 plaçant la Russie au 14^e rang mondial juste derrière l'Italie mais en perte de vitesse en terme de classement puisque la Russie occupait le 9^e rang en 2010.

10 premiers pays de destination des étudiants russes

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Allemagne	9 953	17,4%	-3,8%
2 République tchèque	5 305	9,3%	131,0%
3 États-Unis	5 203	9,1%	8,8%
4 Royaume-Uni	4 092	7,1%	29,5%
5 France	3 648	6,4%	-4,6%
6 Finlande	2 799	4,9%	75,5%
7 Italie	2 178	3,8%	92,4%
8 Biélorussie	1 953	3,4%	-23,2%
9 Ukraine	1 814	3,2%	-53,9%
10 Canada	1 647	2,9%	226,8%
TOTAL	57 332	100%	13,4%

4- UNESCO, extraction septembre 2018.



- Les étudiants russes restent peu mobiles (57 332 sur 6,6 millions d'étudiants) et choisissent l'Allemagne (17,4%), la République tchèque (9,3%), les États-Unis (9,1%), le Royaume-Uni (7,1%) et la France (6,4%).
- Selon le MESRI, le nombre d'étudiants russes en France a rebondi de +5% en 2016 après plusieurs années de stagnation, pour l'essentiel des étudiantes (76%) largement attirées par les universités.

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

La stratégie d'attractivité, clairement liée à la politique d'influence, s'inscrit dans la continuité de l'influence soviétique, à la fois vers les anciennes Républiques de l'URSS, aujourd'hui indépendantes et membres de la CEI, mais aussi vers les « pays frères » de la Guerre froide.

- **La priorité se porte sur les États voisins** (CEI), moyen de maintenir ces pays indépendants depuis moins de trois décennies au sein de l'orbite russe et de favoriser la pratique de la langue russe. Les bureaux du Rossotrudnitchestvo y sont nombreux et les étudiants en mobilité favorisés : les étudiants venant du Tadjikistan, Kirghizistan, Kazakhstan ou Biélorussie paient par exemple des frais de scolarité similaires à ceux des Russes. En dépit des discours et des intentions proclamées, la Chine est encore peu prospectée par les universités russes (un seul bureau du Rossotrudnitchestvo).
- Une quarantaine de **filiales d'établissements russes sont implantées à l'étranger**. Concentrées sur le territoire de la CEI⁵, elles participent ainsi à la valorisation de l'offre de formation russe dans la région et peuvent constituer un préalable à une mobilité diplômante vers la Russie.
- **L'héritage des stratégies d'influence soviétiques** se maintient également, combiné avec la volonté de former des élites internationales pro-russes. L'Université russe de l'Amitié des Peuples (anciennement Lumumba) a été conçue en 1960 comme un outil d'influence et de coopération internationale destiné à offrir une formation aux cadres dirigeants des pays alliés notamment en développement et particulièrement en Afrique. La tradition d'accueil d'étudiants africains en Russie se poursuit dans une moindre mesure aujourd'hui avec une diversification des secteurs orientés désormais vers les sciences de l'ingénieur (aéronautique, pétrole et gaz, etc.). La Russie figure en effet dans le top 10 des destinations privilégiées de 5 des 49 pays de l'Afrique subsaharienne avec 4 224 étudiants africains accueillis en 2015⁶, et les bourses y sont nombreuses (cf. *infra*). Des agences privées y officient actuellement, en particulier pour le recrutement d'étudiants africains et asiatiques⁷.

En parallèle, la Russie cherche à insérer ses universités dans un environnement mondial concurrentiel, afin d'augmenter leur visibilité et leur réputation.

- La stratégie russe en matière d'internationalisation de l'enseignement supérieur est fondée sur la constitution de pôles d'excellence, thématiques ou régionaux pour rendre visible ses universités à l'échelle mondiale. Cette stratégie a impliqué la **fusion et la concentration** des établissements d'enseignement supérieur (EES), en particulier avec les centres de recherche hérités de l'Académie des sciences, pour atteindre une masse critique, la prise en compte de la **révolution numérique et l'adoption de critères d'efficacité**, voire de rentabilité⁸. Un **classement national** des universités est désormais établi annuellement⁹ afin de mieux récompenser les universités qui se distinguent.
- Sur le plan de la **coopération scientifique**, les pouvoirs publics incitent les établissements à une coopération accrue avec les chercheurs étrangers, en particulier en vue de l'accroissement du nombre d'articles copubliés dans les revues à comités de lecture.

5- Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Tadjikistan.

6- https://ressources.campusfrance.org/publi_institu/etude_prospect/mobilite_continent/fr/note_16_hs_fr.pdf

7- Comme le RECAS (Russian Education Center for African & Asian Students), au statut mal établi : <https://recas.ru/en/home-en/recas-about-en>

8- <https://www.campusfrance.org/fr/recherche?text=russie>

9- Classement établi par des chercheurs (notamment HSE) mandatés par le ministère de l'Éducation russe, 2017.



- La Russie développe enfin progressivement une conception économique de l'enseignement supérieur : l'exportation des « services éducatifs »¹⁰ est vue comme une source de revenus pour l'économie du secteur¹¹ avec une place importante accordée au développement de la formation à distance et aux outils numériques.

OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- En juillet 2012, le président Poutine a promis d'investir 175 millions d'euros dans le programme « **Développement de l'enseignement** », pour faire figurer à l'horizon 2020 cinq universités russes dans les 100 premières des classements internationaux¹² - l'ambition ne sera probablement pas atteinte : en 2018, une seule université, la Lomonosov Moscow State University, figure dans le top 100 des classements de Shanghai (86^e place) et de QS (90^e place)
- Parmi les autres objectifs visés d'ici à 2020 figurent : une part de **10% du marché mondial** de l'enseignement supérieur (4,9% des étudiants internationaux sont en Russie aujourd'hui), un revenu obtenu par le biais des étudiants étrangers de **4,3 milliards d'euros**, des **salaires** enseignants comparables aux moyennes des pays développés, **l'émergence** de plusieurs **universités** et **laboratoires** universitaires de recherche **capables de rivaliser** avec leurs meilleurs homologues occidentaux.
- 15 établissements, puis 21, ont été sélectionnés avec **un budget de 42,5 milliards de roubles** (soit environ 550 millions d'euros) alloués jusqu'en 2017 puis étendu jusqu'en 2020 et revu à la hausse (Projet 5-100). Ils bénéficient d'une concentration des investissements afin d'en faire des leaders en matière de recherche et de compétitivité internationale (à l'exception des deux universités d'État de Moscou et de Saint-Pétersbourg) et de mieux prospecter et accueillir les étudiants internationaux.
- Le gouvernement russe a alloué **15 000 « places budgétaires »** (des bourses d'études d'État, en réalité des exonérations de frais de formation) pour la formation de ressortissants étrangers dans des établissements d'enseignement supérieur du pays¹³. Ces **bourses** sont principalement destinées aux étudiants en mobilité venant des pays de la CEI et s'accompagnent du versement d'une allocation de 25 euros par mois environ. Des financements sont également octroyés à des étudiants d'autres pays. En Afrique par exemple, 40 bourses de master/doctorat sont destinées à des étudiants du Burundi, 25 du Mali, 20 de Maurice, 35 du Mozambique, 50 du Tchad, etc. Les boursiers ne parlant pas le russe peuvent profiter d'une année de cours intensifs avant le début de leur programme gratuitement ; la réussite aux examens prévus à la fin de cette année préparatoire conditionne le versement de la bourse pour les années suivantes.
- La **recherche** n'est pas oubliée : lancé en 2010 le programme 220, dit *Megagrant*, offre la possibilité à des chercheurs de conduire un projet de recherche en Russie allant jusqu'à la création de laboratoires équipés, toutes disciplines scientifiques confondues. Entre 2010 et 2016, 200 projets ont été financés dont une vingtaine attribuée à des chercheurs travaillant en France. Sur la période 2018-2020, chaque projet recevra un montant de 90 millions de roubles pour 3 ans (1,17 million d'euros).
- Hormis les quelques bourses d'excellence du président de la Fédération de Russie et le programme Global Education (pour des étudiants envoyés en mobilité et qui reviendraient ensuite en Extrême-Orient russe), il n'existe pas de programme de bourse significatif pour soutenir la mobilité des étudiants russes à l'international.

10- Document stratégique « Concept de l'exportation des services éducatifs », Fondation nationale de formation des cadres sur concours du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2011.

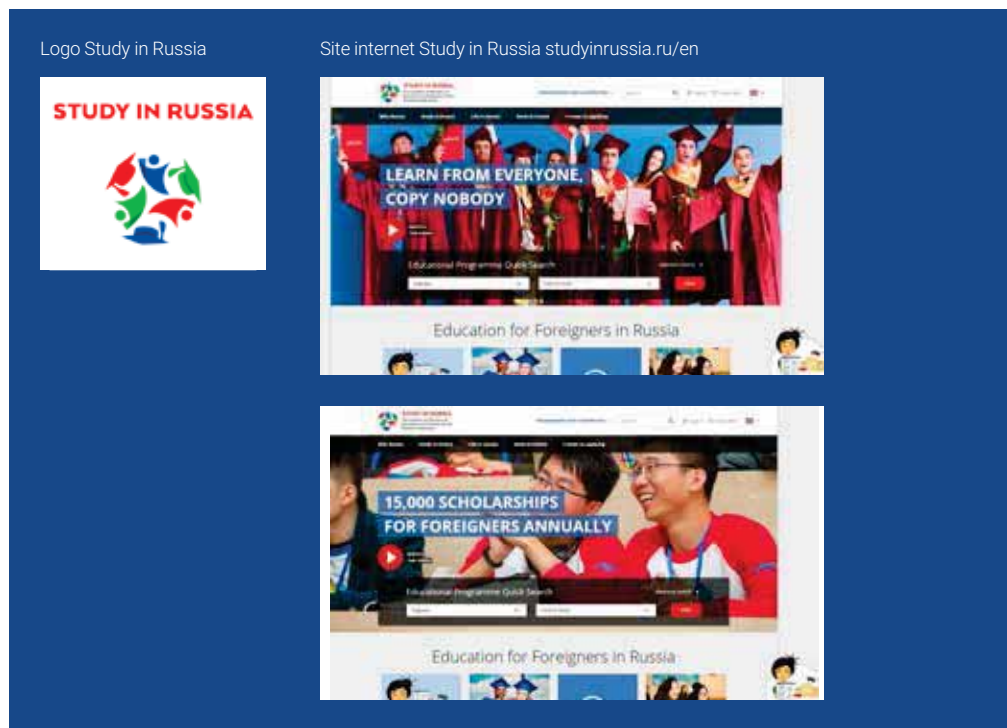
11- La plupart des étudiants étrangers payent leurs frais de scolarité.

12- Programme « 5-100 ».

13- <https://studyinrussia.ru/fr/study-in-russia/scholarships/>



> Identité visuelle et campagnes de communication



PERSPECTIVES

- La Russie, avec la Chine, l'Arabie saoudite, les Pays-Bas et la Turquie, **fait partie des nouveaux acteurs¹⁴ de la mobilité internationale** qui viennent concurrencer, grâce à la forte croissance de leur mobilité entrante, les pays traditionnels du top 5 que sont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la France et l'Allemagne.
- Dans un contexte de recul démographique et de diminution du nombre d'étudiants nationaux, la Russie, en déficit de moyens pour ses universités, a choisi de faire des d'étudiants étrangers (comme, d'ailleurs, des étudiants nationaux) une source de revenus.
- La volonté d'internationaliser les universités russes et d'accroître la mobilité est évidente. Mais la Russie souffre d'un manque de moyens et d'une image ambivalente (racisme dénoncé par certains étudiants africains¹⁵) qui laissent **ses ambitions pour l'heure inachevées**. L'attractivité du pays, quoiqu'en forte hausse, masque la faible diversité des étudiants étrangers en mobilité diplômante et doit sans doute plus à l'influence géostratégique russe sur ses voisins qu'à la compétitivité de son système d'enseignement au sein duquel on compte peu de formations en langue anglaise.

14- https://ressources.campusfrance.org/publi_institu/etude_prospect/chiffres_cles/fr/chiffres_cles_fr.pdf

15- <http://geopolis.francetvinfo.fr/la-detresse-des-africains-devenus-indesirables-en-russie-107865>



LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

Le système de l'enseignement supérieur turc est **très centralisé** autour de quelques institutions, dont deux particulièrement actives sur le sujet de la mobilité internationale :

- **le YÖK**¹, créé en 1981, dispose d'un budget annuel d'environ 7 millions d'euros². La contribution du ministère de l'Éducation nationale turc (Millî Eğitim Bakanlığı – MEB) s'élève à hauteur de 30% de l'enveloppe budgétaire de ce dernier. Son président³ est nommé par le président de la République. Le YÖK est responsable de l'organisation et de la supervision de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur. Il propose au gouvernement et au parlement les budgets qui seront accordés aux universités, la nomination des recteurs, et suggère d'éventuelles créations d'établissements et de postes d'enseignants ;
- **le TÜBİTAK**⁴, fondé en 1963 (budget annuel : environ 446 millions d'euros) et rattaché directement au Premier ministre, est l'organisme public en charge de la promotion, du développement, de l'organisation et de la coordination de la politique de recherche et de développement. Il finance des projets de recherche, des mobilités scientifiques et des bourses de recherche. Il est également l'exécutant des accords internationaux en matière de science et de technologie.

En Turquie, seules les universités (composées de facultés, grandes écoles, écoles professionnelles, instituts) sont habilitées à délivrer des diplômes d'État. Elles sont 183 en 2017 (112 publiques et 71 universités de fondations privées), contre seulement 76 en 2002.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **72 178 étudiants internationaux entrants en 2015**⁵. La Turquie se classe 15^e au rang des pays d'accueil et affiche la plus forte progression en proportion parmi le top 20 (+179% depuis 2010).

1- Yükseköğretim Kurulu (Conseil de l'Enseignement supérieur). Il est assisté, dans sa tutelle de l'enseignement supérieur, du Conseil interuniversitaire (Üniversitelerarası Kurulu – ÜAK), qui rassemble les recteurs des universités. Par ailleurs, le Comité national pour la formation des enseignants (Öğretmen Yetiştirme Türk Milli Komitesi – ÖYMK) constitue le lien organique entre le YÖK et le MEB. Il détermine les besoins en corps enseignant et planifie sa formation.

2- Les montants donnés en euros sont calculés au taux de septembre 2018 : 1 euro = 7,33 TL (livre turque). Le taux de la livre turque a baissé de manière très importante depuis quelques mois.

3- La direction du YÖK est assurée depuis 2014 par Prof. Yekta Saraç.

4- Türkiye Bilimsel ve Teknolojik Araştırma Kurumu (Conseil de la Recherche scientifique et technologique)

5- UNESCO, septembre 2018.



20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux en Turquie

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Azerbaïdjan	10 638	14,7%	277,4%
2 Turkménistan	9 092	12,6%	320,3%
3 Syrie	5 560	7,7%	1540%
4 Iran	5 302	7,3%	387,8%
5 Afghanistan	3 672	5,1%	361,3%
6 Irak	3 033	4,2%	830%
7 Grèce	1 826	2,5%	89,6%
8 Kirghizstan	1 819	2,5%	221,9%
9 Kazakhstan	1 799	2,5%	153,0%
10 Nigéria	1 176	1,6%	564%
11 Russie	1 158	1,6%	133,9%
12 Pakistan	1 127	1,6%	1242%
13 Chine	1 109	1,5%	454,5%
14 Bulgarie	1 011	1,4%	-10,8%
15 Territoires palestiniens	976	1,4%	362,6%
16 Libye	957	1,3%	15 850%
17 Somalie	915	1,3%	8 218%
18 Mongolie	912	1,3%	-2,9%
19 Albanie	775	1,1%	43,0%
20 Macédoine (ARYM)	748	1,0%	110,1%
TOTAL	72 178	100%	179,3%

- Selon le YÖK, la Turquie comptait 87 717 étudiants étrangers entrants en 2015-2016, et **125 030 pour l'année 2017-2018⁶** soit +42,5% depuis deux ans. L'écart avec les chiffres UNESCO s'expliquerait par un décompte sur la base des visas étudiants délivrés, ce qui implique une prise en compte d'un certain nombre de courts séjours non-diplômants et de résidents étrangers.
- Si la progression de l'attractivité du pays est impressionnante, **77% des étudiants sont originaires d'une zone d'influence** circonscrite aux pays voisins du Moyen-Orient, d'Europe du Sud-Est et d'Asie centrale, où jouent des affinités linguistiques, culturelles et historiques. La situation économique favorable de la Turquie, du moins jusqu'à l'été 2018, a également permis d'attirer un certain nombre d'étudiants. On note par ailleurs **une progression notable des étudiants d'Afrique subsaharienne⁷**.
- Les étudiants étrangers en Turquie se dirigent plutôt vers les sciences sociales et l'ingénierie, mais la médecine, l'odontologie et la pharmacologie seraient en progression⁸.

> Mobilité sortante

- **45 921 étudiants turcs étaient en mobilité diplômante en 2015⁹**. La Turquie se classe au 19^e rang mondial et affiche ainsi un solde largement positif sur le plan de la mobilité étudiante.
- La majeure partie de ces étudiants s'oriente vers l'**UE** (46%) et l'**Amérique du Nord** (24%). La Russie, la Chine ou encore la Malaisie intéresseraient cependant de plus en plus les étudiants turcs, car proposant un enseignement d'assez bonne qualité à moindre coût. La Chine et la Russie seraient notamment très prisées par les étudiants en économie et en technologie¹⁰.

6- <https://istatistik.yok.gov.tr/>

7- 6 479 étudiants en 2015 soit +287% en trois ans (UNESCO).

8- Déclaration de M. Deniz Akar, directeur de l'International Education Fairs of Turkey (IEFT).

<https://www.ntv.com.tr/egitim/turkiyeye-gelen-yabanci-ogrenci-sayisi-5-kat-artti,9AD7obwBXk-49NQL5qXYmQ>

9- UNESCO, extraction septembre 2018.

10- Déclaration de M. Deniz Akar, *op. cit.*



10 premiers pays de destination des étudiants turcs

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 États-Unis	9 962	21,7%	-18,9%
2 Allemagne	5 440	11,8%	-53,9%
3 Bulgarie	3 310	7,2%	-25,2%
4 Royaume-Uni	3 145	6,8%	1,6%
5 Autriche	2 536	5,5%	-13,0%
6 Azerbaïdjan	2 402	5,2%	-30,3%
7 France	2 135	4,6%	-6,4%
8 Bosnie-Herzégovine	2 038	4,4%	-
9 Ukraine	1 400	3,0%	40,6%
10 Italie	1 141	2,5%	95,0%
TOTAL	45 921	100%	-11,5%

- La baisse importante du cours de la livre turque depuis l'été 2018 devrait orienter une part importante des étudiants mobiles turcs vers des destinations abordables ou leur offrant la possibilité de travailler pendant leurs études ; on attend ainsi une hausse des départs vers l'Irlande, Malte, l'Italie, l'Ukraine ou encore la Pologne. À l'inverse, les mobilités vers les États-Unis devraient régresser, du fait du durcissement de la politique de visas états-unienne envers la Turquie¹¹.

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- La politique d'attractivité de l'enseignement supérieur déployée par Ankara est conçue comme un **outil de gestion de son image à l'international**. Ainsi, à mesure que l'objectif d'adhésion à l'UE devient moins central, une autre stratégie d'influence se dessine.
- Cette stratégie est tournée notamment vers **les communautés de langue turque**¹². De même, du fait du contexte politique de la région et grâce une politique de visa relativement souple, le pays a attiré ces dernières années un grand nombre d'étudiants syriens¹³, iraniens et irakiens.
- D'autres zones sont également ciblées, et en particulier **l'Afrique** où le pays a depuis de nombreuses années développé son influence dans le secteur de l'éducation (cf. *infra*).
- En termes de volumes, le président de la République R. T. Erdoğan a déclaré en 2018 vouloir atteindre l'objectif de **350 000 étudiants internationaux**. Cet objectif devrait être largement atteint puisque les acteurs du secteur s'attendent à une nouvelle hausse du nombre d'étudiants étrangers en 2018, notamment en provenance de pays à l'est et au sud de la Turquie¹⁴. La baisse du cours de la livre turque rendrait en effet le pays plus abordable pour les étudiants du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique, d'autant plus que le président a également déclaré en mai 2018 vouloir autoriser les détenteurs d'un visa étudiant de travailler en parallèle de leurs études¹⁵.
- Si les bourses jouent un grand rôle dans l'attraction de ces étudiants étrangers, la Turquie met en avant le fait que de plus en plus d'étudiants s'inscrivent dans les établissements privés et en payent des frais d'inscription, signe que la qualité de l'enseignement supérieur turc serait également un facteur d'attractivité¹⁶.

11- <https://thepienews.com/news/turkey-agents-defiant-despite-lira-slump-hoping-for-compromise/>. L'effet de cette baisse de la livre sur la mobilité entrante devrait être mitigé étant donné la forte inflation qui s'installe dans le pays.

12- Il existe une variété assez importante de langues turques plus ou moins proches du turc de Turquie, et en particulier en Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Turkménistan. Des communautés turcophones existent également en Bulgarie, en Chine ou encore en Russie.

13- D'après les chiffres du ministère de l'Intérieur turc en date de juin 2018, la Turquie accueillerait sur son territoire 3 570 352 réfugiés syriens.

14- <https://thepienews.com/news/turkish-agency-atlas-looks-to-expand-incoming-market/>

15- <http://www.iha.com.tr/haber-cumhurbaskani-erdogandan-yabanci-ogrencilere-calisma-izni-mujdesi-725510/>

16- Déclaration de M. Deniz Akar, op. cit.



OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Afin de consolider son statut de candidat à l'UE, la Turquie a mis en route durant les deux dernières décennies un certain nombre de réformes : **mise en place du système européen de transfert de crédits (ECTS) et du processus de Bologne**, contribution à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur¹⁷, adhésion au réseau ENIC/NARIC¹⁸.
- En 2010, la Turquie a lancé la « **Présidence des turcs à l'étranger et des communautés apparentées** »¹⁹ (budget de 4,7 milliards d'euros en 2015, plus de 6 milliards en 2016. En 2016, le budget alloué à la mobilité entrante était de 233 millions d'euros, soit +323% depuis 2015), un opérateur rattaché au Premier ministre. Son but est, entre autres, de développer une politique d'attractivité des étudiants internationaux de ces communautés.
- La Présidence emploie à plein temps **97 experts responsables de la mise en place de bourses d'études**. Les boursiers sont sélectionnés par une commission au sein des postes diplomatiques turcs ; leur inscription et le versement de leur allocation sont à la charge du YÖK. **En 2016, 60 642 bourses d'études, tous niveaux confondus, ont été octroyées** ; la Présidence a recueilli à cet effet plus de 158 000 demandes (contre 81 000 en 2015). Une part croissante de ces *Türkiye Bursları* sont attribuées à des étudiants africains²⁰. Le montant de ces bourses varie suivant le niveau d'études : de 95 euros mensuels en licence à 190 euros en doctorat, et 409 euros pour un chercheur. Il faut également relever le fait que les boursiers qui partent ensuite dans un pays tiers pour poursuivre leurs études continuent de percevoir leur allocation, du moins pendant un temps, la Turquie souhaitant par cette mesure développer un sentiment de redevabilité chez l'étudiant.
- 85% de ces boursiers internationaux intègrent des formations dispensées en turc. Pour la totalité des boursiers, l'apprentissage du turc via le centre d'apprentissage de la langue turque pour les étrangers²¹ est obligatoire, signe d'une **politique de promotion et de développement du turc**.
- Cette volonté de diffusion de la langue turque se manifeste également à travers la multiplication des centres culturels de l'**Institut Yunus Emre**²² (Yunus Emre Enstitüsü), équivalent de l'Institut français. L'Institut, fort de 56 centres dans 44 pays, se donne l'objectif d'en compter 100 en 2023 (centenaire de la République turque). Il propose des cours de langue, des certifications en langue turque et organise une école d'été pendant laquelle des apprenants (750 en 2018) prennent des cours dans 25 villes de Turquie.
- En 2011 a été initié, sur le modèle d'Erasmus+, **le programme d'échange Mevlana**²³ visant à soutenir les échanges des étudiants et du personnel universitaire entre la Turquie et d'autres pays (hors zone Erasmus). Il est entièrement financé par le gouvernement turc. Plus de 2 000 protocoles ont été signés et le YÖK a lancé en 2016 la possibilité d'internationalisation conjoints. Près de 4 000 étudiants ont déjà bénéficié de ce programme en pleine extension.
- Suite à la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, le gouvernement turc tente de reprendre la main sur les écoles du réseau de Fethullah Gülen, très présent en Asie centrale, mais aussi en Afrique. La **fondation Maarif**²⁴ (Türkiye Maarif Vakfı - TMV), créée par une loi en date du 17 juin 2016 et seule institution habilitée à mener des activités éducatives à l'étranger au nom de la République de Turquie, a ainsi repris la direction d'écoles dans 19 pays africains, mais aussi aux États-Unis, en Europe de l'Est et au Moyen-Orient. La TMV serait aujourd'hui présente dans 29 pays et gèrerait 156 écoles, 17 internats et 3 universités²⁵. Outil d'influence

17- EHEA - European Higher Education Area

18- European Network of Information Centres/ National Academic Recognition Information Centres

19- Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı

20- L'Éthiopie (333 bourses en 2016), le Maroc (277), le Ghana (276), l'Algérie (220) ou encore la RDC (168) font partie des pays africains comptant le plus de boursiers en Turquie.

21- Türkçe ve Yabancı Dil Uygulama ve Araştırma Merkezi (TÖMER). Le centre compte sept bureaux en Turquie et un en Corée.

22- Créé par une loi en date de mai 2017, l'Institut Yunus Emre a débuté son activité en 2009. Il tire son nom du poète soufi (alévi) anatolien du XIII^e-XIV^e siècle Yunus Emre, aujourd'hui célébré pour son humanisme. <https://www.yee.org.tr/en>

23- Du nom du penseur soufi du XIII^e siècle. <http://www.yok.gov.tr/web/mevlana/protokoller>

24- Le mot *maarif* signifie le savoir, la culture, et par extension l'enseignement. <https://www.turkiyemaarif.org/>

25- Les universités mentionnées sur le site de la TMV sont localisées en Albanie et en [République turque de Chypre du Nord] (non reconnue par la France) et semblent être des partenariats avec des universités déjà existantes. Les écoles gérées couvrent l'ensemble des niveaux de la maternelle au lycée. L'International Maarif School propose ainsi un enseignement primaire et secondaire (niveau collège), et ce en quatre langues : anglais, turc, kurde et arabe (<http://www.hurriyet.com.tr/turkiye-maarif-vakfinin-iraktaki-ilk-okulu-40908843>).




certain, la TMV compte poursuivre son développement (en tout, la fondation aurait ouvert des représentations dans 45 pays).


- Afin de **développer les programmes de recherche conjoints**, le TÜBİTAK tente d'apporter davantage d'assistance à leur création. Il a ainsi créé un site web²⁶ listant toutes les coopérations internationales scientifiques et mesurant l'impact de ces travaux conjoints. On relève ainsi que le Royaume-Uni vient d'initier un nouveau programme de mobilité de chercheurs avec la Turquie (4 millions de livres sterling par an). Par ailleurs, le TÜBİTAK offre des bourses à des doctorants et des chercheurs entrants et sortants²⁷.

> Identité visuelle et campagnes de communication


Site internet Study in Turkey www.studyinturkey.com




Logo Study in Turkey




Site web Les Bourses de Turquie www.turkiyeburslari.gov.tr




Logo de l'Institut Yunus Emre



Logo Les bourses de Turquie



Logo du programme d'échange Mevlana



PERSPECTIVES

- Les efforts de la Turquie pour internationaliser son enseignement supérieur entrepris depuis 2010 portent leurs fruits²⁸. Le pays ne semble pas vouloir concurrencer les pays occidentaux sur le terrain de la mobilité étudiante internationale ; **il se positionne plutôt comme le concurrent de la Chine, de l'Arabie saoudite, de la Russie ou encore de la Malaisie** en déployant sa politique d'attractivité en Asie centrale en particulier mais aussi dans le reste du continent, en Europe de l'Est et en Afrique.
- Cette impressionnante évolution doit cependant être nuancée, puisque les étudiants internationaux ne représentent, en 2015, que 1,2% de l'ensemble des étudiants du pays²⁹.

26- <http://www.h2020.org.tr/en>

27- <https://www.tubitak.gov.tr/tr>

28- Contre 4,6% aux États-Unis, 3,4% en Russie, 7,7% en Allemagne, 4,8% en Arabie saoudite ou encore 4,6% en Malaisie.

29- Erdogan s'en est réjoui dans un discours du 3 octobre 2018 à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année académique. Il a ainsi déclaré que près de 143 000 étudiants étrangers étaient à présent inscrits dans le pays, une évolution rapide « malgré la propagande négative contre [la Turquie] ». <https://www.cnnturk.com/turkiye/cumhurbaskani-erdogan-akademik-yil-acilisinda-konustu>



ARABIE SAOUDITE

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

Depuis l'arrivée au pouvoir du roi Abdallah (2005) et plus encore depuis l'accession au trône du roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud (2015) et de son fils le prince héritier Mohammed ben Salmane (dit MBS), le gouvernement a lancé **une stratégie de diversification de l'économie nationale** afin limiter la dépendance aux revenus pétroliers et de préparer l'après-pétrole. La volonté de « saoudisation des emplois » implique de former une main d'œuvre locale de qualité donc d'élever le niveau d'éducation. Le Royaume y consacre chaque année entre 20% et 25% de son budget. La stratégie de développement national, portée par MBS et exposée dans le programme Vision 2030 et dans le **Plan de développement national 2020**¹, intègre ainsi la réforme de l'enseignement supérieur, la formation des enseignants et une réflexion sur l'employabilité des diplômés, mais aussi le développement des cours en anglais et de la recherche scientifique.

Les différentes universités publiques ou privées sont de fondation saoudienne, contrairement à d'autres pays du Golfe (Qatar, Émirats arabes unis) qui ont fait le choix d'ouvrir des campus satellites d'origine étrangère. L'une des ambitions est de faire figurer au moins cinq universités saoudiennes dans le top 200 mondial d'ici 2030.

Si l'**enseignement supérieur** est pour l'Arabie saoudite **un enjeu stratégique d'influence**, le Royaume ne dispose pas d'agence de promotion consacrée à ce secteur. Le ministère de l'Éducation et les universités sont en revanche représentés par le Bureau culturel saoudien, sis au sein des ambassades. Le Bureau culturel est également en charge du suivi des étudiants saoudiens boursiers dans le pays.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **73 077 étudiants internationaux entrants en 2015**², +172% depuis 2010. Quatorzième pays d'accueil au monde, mais celui ayant le plus progressé en cinq ans.

1- http://vision2030.gov.sa/sites/default/files/NTP_En.pdf

2- UNESCO, extraction septembre 2018.



20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux en Arabie saoudite

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Yémen	8 906	12,2%	-
2 Syrie	8 448	11,6%	7 795,3%
3 Égypte	4 560	6,2%	411,8%
4 Jordanie	4 485	6,1%	496,4%
5 Pakistan	4 159	5,7%	443,0%
6 Territoires palestiniens	4 174	5,7%	-
7 Nigéria	1 915	2,6%	398,7%
8 Inde	1 830	2,5%	242,7%
9 Indonésie	1 491	2,0%	487,0%
10 Afghanistan	1 279	1,8%	417,8%
11 Liban	1 278	1,7%	523,4%
12 Mauritanie	985	1,3%	803,7%
13 Mali	881	1,2%	421,3%
14 Chine(*)	875	1,2%	245,8%
15 Bangladesh	796	1,1%	201,5%
16 Koweït	789	1,1%	265,3%
17 Érythrée	767	1,0%	447,9%
18 Canada	701	1,0%	734,5%
19 Somalie	696	1,0%	258,8%
20 Philippines	693	0,9%	-39,8%
TOTAL	73 077	100%	172,0%

(*) Hong-Kong et Macao inclus.

- La **première zone de recrutement des étudiants en mobilité diplômante** se situe au **Moyen-Orient (34 610 étudiants)**, venant de pays de population à majorité musulmane (sunnite) et dans la zone d'influence directe de l'Arabie saoudite (Yémen, Syrie, Égypte, Territoires palestiniens et Jordanie).
- La **deuxième zone de recrutement** se situe en **Asie**, dans des pays à forte majorité (ou minorité) musulmane comme le Pakistan, l'Inde ou l'Indonésie.
- L'Arabie saoudite effectue une **percée notable depuis quelques années sur le continent africain** (3^e zone de recrutement, 15 077 étudiants en 2015 contre 2 447 en 2009), attirant des étudiants grâce à des bourses au Nigéria, en Mauritanie ou au Mali. L'Arabie saoudite constitue l'une des principales destinations dans certains pays de la zone : 48% des étudiants érythréens en mobilité sortante et 24% des étudiants mauritaniens vont y étudier.
- La **France** envoie le 1^{er} contingent d'étudiants d'Europe occidentale (408 soit 0,6%) devant le Royaume-Uni.

> Mobilité sortante

- **Près de 70% des étudiants saoudiens en mobilité sortante diplômante partent en Amérique du Nord³** et 85% dans les pays anglo-saxons.



10 premiers pays de destination des étudiants saoudiens

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 États-Unis	53 637	62,2%	242,3%
2 Royaume-Uni	8 469	9,8%	5,1%
3 Canada	5 883	6,8%	149,2%
4 Australie	4 681	5,4%	-13,4%
5 Jordanie	2 138	2,5%	-50,9%
6 Émirats arabes unis	1 905	2,2%	-
7 Bahreïn	1 432	1,7%	-
8 Irlande	1 071	1,2%	1 039,4%
9 Malaisie	953	1,1%	-
10 Pologne	801	0,9%	452,4%
TOTAL	86 223	100%	103,2%

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- Les objectifs stratégiques ne sont pas clairement affichés. L'enseignement supérieur est toutefois perçu comme un **vecteur d'influence politique et religieuse** dans un environnement instable auprès des pays « amis », l'exportation d'un **soft power saoudien** en rivalité avec le Qatar, mais aussi un moyen de **diffusion d'une culture religieuse spécifique** dans les pays musulmans en particulier africains ou sud-asiatiques.
- Les **études islamiques** sont au centre de l'attractivité « traditionnelle » de l'Arabie saoudite. Deux universités majeures leur sont entièrement dédiées : Umm Al Qura à La Mecque/Djeddah, Al Imam Mohammed Ibn Saud Islamic University à Riyad. Le programme Minha qu'elles proposent permet aux étudiants de venir se former gratuitement en théologie, avant de devenir à leur tour des formateurs dans leur pays d'origine. Les arabophones s'inscrivent dans des cours de religion quand les non-arabophones suivent des cours de langue.
- Le **secteur de l'énergie**, principale ressource du Royaume et vecteur de débouchés professionnels locaux est également mis en avant : la **King Fahd University of Petroleum & Minerals** est ainsi classée 2^e meilleure université du monde arabe (après l'American University of Beirut) et 189^e mondiale en 2018 selon le classement QS.
- La stratégie d'attractivité s'appuie sur le bon niveau des universités saoudiennes et la qualité de leur offre éducative, valorisée par les classements mondiaux : **trois universités saoudiennes** (King Fahd University of Petroleum & Mineral, King Saud University et King Abdulaziz University) **figurent ainsi dans le top 5 du classement QS 2018 des meilleures universités du Moyen-Orient**. Les publications scientifiques ont été multipliées par cinq en dix ans. Le système universitaire est proche du modèle américain et facilement compréhensible, avec un **corps enseignant très internationalisé** (souvent formé aux États-Unis ou au Royaume-Uni).
- La modernisation des universités et la diffusion d'une culture universitaire fait en parallèle partie d'une **ambition de modernisation politique et culturelle du pays**, le programme Vision 2030 affichant l'objectif d'une plus grande ouverture du Royaume aux cultures et aux savoirs étrangers.

OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Des **formations et des programmes en anglais** existent à tous les niveaux et dans tous les domaines (notamment en ingénierie, médecine, informatique, éducation, commerce et arts) afin d'attirer davantage de non-arabophones.
- Investissements conséquents autour de la **qualité de vie et d'études à l'université** : infrastructures modernes tant sur les plans du logement étudiant que sur celui de l'équipement (laboratoires, bibliothèques, salles de sport, salles de prières...).



- Les étudiants étrangers sont traités comme des étudiants saoudiens, disposent d'un logement gratuit et équipé et bénéficient d'une couverture sociale complète.
- Confortables **programmes de bourses de mobilité entrante**, qui concernent aussi bien les hommes que les femmes et pouvant se monter jusqu'à 26 000 euros par an dans certaines universités comme la King Abdullah University for Science and Technology (KAUST). Les étudiants, tant nationaux qu'internationaux, sont généralement exonérés de frais de scolarité (*tuition fees*) et reçoivent de plus une bourse de vie (*stipend*) d'environ 217 euros (par ex à KSU pour un bachelor ou un master).
- **La mobilité sortante est financée par le King Abdullah Scholarship Program.** Depuis 2005, plus de 200 000 Saoudiens ont bénéficié d'une bourse et obtenu un diplôme à l'étranger (pour un coût de plus de 4 milliards d'euros) dans des disciplines spécifiques et répondant à un besoin de compétences : ingénierie, médecines, finances, économie, sciences, etc. Les montants sont élevés et couvrent l'exonération des frais d'inscription ainsi qu'une bourse de vie de 1 700 euros par mois environ.
- D'autres programmes de mobilité sortante sont également lancés en collaboration avec des partenaires étrangers. C'est le cas notamment du programme Al-Ula (géré par Campus France pour la partie française), conçu pour permettre le développement du site archéologique d'Al-Ula, qui prévoit la formation sur dix ans d'étudiants aux métiers du tourisme, de l'hôtellerie, de l'archéologie et du patrimoine. Les étudiants seront formés en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

> Identité visuelle et campagnes de communication

Visuel du programme de bourses « King Abdullah Scholarships Program »



Logo du programme Vision 2030, porté par le gouvernement saoudien



PERSPECTIVES

L'investissement dans l'enseignement supérieur est conséquent et les autorités ont clairement une stratégie d'influence, mais communiquent très peu sur le sujet.

Dans un premier temps, l'Arabie saoudite a envoyé ses meilleurs étudiants se former à l'étranger dans le cadre des bourses King Abdullah Scholarship Program. Le Royaume développe désormais **une stratégie complémentaire de renforcement de ses capacités universitaires et d'attractivité** à l'égard des étudiants étrangers, dont le nombre a presque triplé durant les cinq dernières années. L'Arabie saoudite recrute désormais des étudiants au-delà de ses disciplines traditionnelles (études religieuses) au sein de programmes en anglais et de qualité croissante.

Cette dimension nouvelle s'inscrit dans une problématique de rayonnement régional (face à l'Iran mais aussi en concurrence avec les Émirats et surtout le Qatar) ainsi qu'au sein du monde musulman, et à plus long terme dans une politique de diversification des ressources et des compétences.



LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

Pays traditionnel de mobilité sortante vers la France, le système d'enseignement supérieur marocain suscite un intérêt croissant en Afrique subsaharienne. Le Maroc s'impose désormais comme un pays attractif, un hub régional et comme **une alternative à la France auprès des étudiants africains**.

De fait, depuis l'avènement de Mohammed VI, la coopération avec le continent africain (et en particulier les pays francophones) est devenue un pilier stratégique de la politique étrangère et d'attractivité marocaine. Le Maroc a mis en place des accords bilatéraux avec ses voisins subsahariens et offre des bourses d'études aux étudiants africains. C'est **l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI), créée en 1986** et liée au ministère des Affaires étrangères, qui est chargée de promouvoir l'enseignement supérieur marocain, de développer les échanges de chercheurs et de délivrer des bourses d'études.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **15 384 étudiants internationaux entrants en 2015¹**, +78,8% depuis 2010. 39^e pays d'accueil au monde, mais en très forte augmentation.

10 premiers pays d'origine des étudiants internationaux au Maroc

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Mali	1 518	9,9%	237,3%
2 Niger	1 348	8,8%	342,0%
3 Sénégal	1 220	7,9%	142,1%
4 Mauritanie	997	6,5%	-24,8%
5 Côte d'Ivoire	954	6,2%	169,5%
6 Congo	860	5,6%	171,3%
7 Guinée	804	5,2%	55,2%
8 Cameroun	641	4,2%	270,5%
9 Gabon	620	4,0%	297,4%
10 Comores	388	2,5%	67,2%
TOTAL	15 384	100%	78,8%

- Le ministère de l'Éducation marocain avance pour sa part le chiffre de 18 251 étudiants étrangers inscrits dans l'enseignement supérieur public et privé en 2016-2017, soit **2,2% du nombre total d'étudiants**. En ajoutant les étudiants internationaux inscrits dans des établissements de formation des cadres et les étudiants de classe préparatoire, le total se monterait à 20 212 étudiants.
- **Les étudiants en mobilité diplômante sont originaires à 83% d'Afrique subsaharienne**, et en particulier des pays géographiquement proches (Mali, Niger, Sénégal, Mauritanie). Le nombre d'étudiants africains en mobilité a été multiplié par sept depuis 2010. Suivent ensuite les étudiants du Moyen-Orient (8,4%), d'Europe (5%) et d'Asie (2%).
- **La forte croissance des étudiants africains** durant les dernières années est corrélée à l'augmentation des bourses proposées par l'AMCI.

1- UNESCO, extraction septembre 2018. Pour l'UNESCO, ne sont comptés comme étudiants en mobilité que ceux ayant effectué leurs études secondaires dans un pays différent de celui où ils étudient dans le supérieur.



- Les étudiants internationaux s'orientent principalement (à 40%) vers les **sciences juridiques, économiques et sociales dans l'enseignement public**, et vers **le commerce et la gestion** (66%) au sein des établissements privés. En proportion, c'est le domaine de la santé qui accueille le plus d'étrangers (7% de l'effectif global).

> Mobilité sortante

- **45 247 étudiants internationaux sortant en 2015²**, stable depuis 2010. 21^e rang mondial pour l'envoi d'étudiants à l'international, en majorité (58,9%) vers la France.

10 premiers pays de destination des étudiants marocains

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 France	26 654	58,9%	-3,0%
2 Allemagne	2 631	5,8%	-20,4%
3 Italie	2 104	4,6%	35,4%
4 Ukraine	1 978	4,4%	132,4%
5 États-Unis	1 393	3,1%	25,5%
6 Canada	1 170	2,6%	-12,9%
7 Russie	1 047	2,3%	-
8 Roumanie	664	1,5%	89,2%
9 Belgique	635	1,4%	209,8%
10 Royaume-Uni	607	1,3%	129,9%
TOTAL	45 287	100%	3,6%

- **L'attractivité de la France est réelle mais légèrement concurrencée par des pays de la francophonie (Canada, Belgique)** ainsi que par de nouveaux acteurs. La Roumanie et l'Ukraine proposent ainsi des cursus de médecine et de pharmacie enseignés en français (Roumanie) et en anglais (Ukraine) pour un coût relativement modique et avec une sélectivité moins forte.

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- L'ambition du Maroc est de devenir **un hub éducatif régional attirant les talents du continent**, grâce à un système universitaire en pleine évolution, qui s'étoffe (créations d'établissements privés ou publics comme l'École de gouvernance et d'économie de Rabat) et qui s'internationalise progressivement (implantations de nombreuses écoles françaises comme l'ESSEC à Rabat ou l'INSA à Fès, coopérations renforcées avec des universités françaises, etc.).
- La stratégie marocaine, portée par l'AMCI, n'est pas de se poser en concurrent d'une mobilité Sud-Nord (car de nombreux étudiants marocains étudient à l'étranger) mais de **favoriser une mobilité Sud-Sud complémentaire à l'Europe et en particulier à la France**.
- Le Maroc a ainsi développé une stratégie d'attractivité vis-à-vis de ses voisins francophones dans le cadre d'une politique africaine de coopération plus globale. **Le Royaume met en avant la proximité linguistique, géographique et politique avec les pays d'Afrique subsaharienne** et offre une alternative à bas coût et de qualité croissante aux étudiants.
- L'attractivité du Maroc s'est renforcée ces dernières années, en raison de la réforme de son système d'enseignement supérieur privé dont les diplômes sont désormais mieux reconnus et d'une **distribution de bourses accordées à près de 75% des étudiants africains en mobilité**.
- Les études au Maroc souffrent cependant de l'absence de reconnaissance des diplômes par les pays tiers (comme la Côte d'Ivoire) et de débouchés professionnels limités sur le marché du travail marocain.

2- UNESCO, extraction septembre 2018.



OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- L'AMCI offre un quota de bourse par pays pour des étudiants en mobilité. **8 000 étudiants internationaux en très grande majorité africains bénéficient ainsi d'une bourse** accordée pour la durée d'un cycle d'études et d'un montant de 750 dirhams par mois (soit 75 euros). Les pays dans lesquels sont proposés le plus grand nombre de bourses sont le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Congo et le Sénégal.
- L'investissement financier du Royaume envers les États africains ne cesse de croître (46 bourses en Côte d'Ivoire en 2016 et 100 en 2017).
- Le Maroc organise des **salons de promotion** dans les pays voisins (comme au Niger) afin de mieux faire connaître son système universitaire et sa politique de bourses.
- Le **coût des études** (gratuité dans l'enseignement public) et de la vie au Maroc est également mis en avant, les infrastructures proposées étant peu onéreuses (environ 10 euros par mois une chambre en cité universitaire pour les boursiers).

PERSPECTIVES

Pour de nombreux étudiants africains, **le Maroc présente une réelle alternative à une mobilité en France** : le système d'enseignement est francophone, le pays géographiquement proche de ses voisins sahéliens et les formalités d'entrée sont limitées.

Le devenir des étudiants étrangers diplômés au Maroc est encore peu connu. Les perspectives d'employabilités locales étant faibles, il est possible qu'ils retournent travailler dans leur pays d'origine, ou visent une mobilité circulaire : une part importante des diplômés de licence ou de master du système marocain se tourne ensuite vers la France pour la poursuite de leurs études.



AUSTRALIE

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est d'abord perçue en Australie par le **prisme des intérêts économiques**. Les formations et autres services dispensés aux étudiants étrangers constituent en effet une contribution de poids aux revenus d'exportation australiens (4,7% du total des exportations), derrière les minerais et le charbon. Les étudiants étrangers s'acquittent de frais de scolarité de l'ordre de 10 000 à 25 000 euros par an, ce qui a représenté un apport de 18 milliards d'euros en 2017. Par ailleurs, la baisse considérable des aides publiques aux établissements depuis trente ans (moins de 40% de leurs revenus aujourd'hui) a rendu nécessaire l'attraction massive d'étudiants en mobilité. Ces considérations se reflètent dans la structuration institutionnelle qui gère cette mobilité étudiante. Parmi les diverses instances gouvernementales ou privées, on compte en particulier :

- **l'agence publique Austrade**¹, sous tutelle du Department of Foreign Affairs and Trade, est chargée de la promotion des intérêts économiques australiens à l'étranger. Elle compte également dans ses attributions la promotion de l'enseignement supérieur australien à l'international et le suivi des questions liées au secteur dans les ambassades australiennes. Elle propose des services personnalisés aux établissements (conseil en stratégie, en marketing, etc.) ;
- le Department of Education and Training comporte en son sein l'**Australian Education International (AEI)**, en charge du développement des partenariats internationaux dans le but d'accroître la mobilité étudiante entrante et sortante. Le groupe dispose d'un réseau de 13 bureaux à l'international². Il gère également certains programmes de mobilité, administre le site web répertoriant les formations accessibles aux étudiants étrangers³ et soutient l'action du Council for International Education. L'AEI travaille en partenariat avec Austrade ;
- **l'entreprise Education Australia**⁴, établie en 1969 sous un autre nom, est détenue par 38 universités australiennes et est l'actionnaire majoritaire d'IDP Education Limited, une entreprise aujourd'hui mondiale spécialiste dans le placement d'étudiants internationaux dans les pays anglo-saxons. Education Australia promeut l'internationalisation des universités australiennes et coopère en ce sens avec 39 d'entre elles.

À noter que, si l'action des agences publiques est importante, **les établissements mènent en parallèle leurs propres politiques d'attractivité et de recrutement**. C'est en effet un enjeu crucial pour eux, les ressources liées aux étudiants étrangers pouvant représenter jusqu'au quart de leur financement. Plusieurs établissements disposent ainsi de réseaux actifs de recruteurs, présents en particulier en Asie, qui interviennent dès le niveau secondaire pour se faire connaître des élèves⁵. En Chine, ils sont particulièrement présents dans les lycées privés enseignant en anglais à des jeunes se destinant à des études à l'international.

Certains établissements se sont par ailleurs associés, à la fois pour mieux peser dans le débat public et pour gagner en visibilité à l'international. Les **quatre principales coalitions** sont le Group of Eight (Go8 - huit grandes universités de recherche), l'Australian Technology Network (ATN - cinq grandes universités de technologies et de sciences appliquées), l'Innovative Research Universities (IRU - sept universités) et le Regional Universities Network (RUN - six universités de la côte est de l'Australie).

1- Australian Trade and Investment Commission. <https://www.austrade.gov.au/>

2- Trois en Amériques, deux en Europe, huit en Asie.

3- Commonwealth Register of Institutions and Courses for Overseas Students (CRICOS). <http://cricos.education.gov.au/>

4- http://www.educationaustralia.com/education_australia/about_education_aust_ltd.aspx

5- Une stratégie de recrutement également utilisée par les États-Unis dans cette région.



ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **294 438 étudiants internationaux en 2015⁶**, +9% depuis 2010. Après une baisse du nombre d'étudiants accueillis entre 2011 et 2013, l'Australie a retrouvé le 3^e rang des pays d'accueil, devant la France.

20 premiers pays d'origine des étudiants internationaux en Australie

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Chine(*)	106 756	36,3%	5,7%
2 Inde	36 892	12,5%	80,6%
3 Malaisie	14 967	5,1%	-23,6%
4 Vietnam	13 147	4,5%	36,8%
5 Népal	11 816	4,0%	137,0%
6 Indonésie	10 168	3,5%	0,3%
7 Singapour	8 759	3,0%	-13,2%
8 Pakistan	8 200	2,8%	166,4%
9 Corée du Sud	6 234	2,1%	-14,7%
10 Sri Lanka	4 909	1,7%	18,2%
11 Thaïlande	4 751	1,6%	12,3%
12 Arabie saoudite	4 681	1,6%	-13,4%
13 Philippines	4 432	1,5%	177,7%
14 Bangladesh	4 419	1,5%	66,4%
15 Canada	3 430	1,2%	-20,6%
16 États-Unis	2 942	1,0%	-2,5%
17 Nouvelle-Zélande	2 362	0,8%	-5,5%
18 Iran	2 352	0,8%	16,3%
19 Japon	1 672	0,6%	-30,7%
20 Colombie	1 629	0,6%	48,9%
TOTAL	294 438	100%	8,6%

(*) Hong-Kong et Macao inclus.

- **83,6% des étudiants accueillis sont asiatiques ou océaniens.** Il faut attendre le 12^e rang des pays d'origine pour trouver un pays d'un autre continent (Arabie saoudite, 1,6%).
- Le département de l'Éducation australien recense pour sa part 350 472 étudiants internationaux en 2017, soit une progression de 14,7% depuis 2016 et de 52,2% depuis 2012⁷. Cette importante évolution pourrait bien amener l'Australie à dépasser le Royaume-Uni et devenir le 2^e pays d'accueil des étudiants internationaux, derrière les États-Unis⁸.
- 48% des étudiants étrangers sont en premier cycle, 31% en master et 5% au niveau doctorat, le reste se répartissant sur d'autres formations supérieures (formations non diplômantes, *graduate certificate*, etc.). **La moitié choisit un cursus en management, gestion, commerce ou éducation** ; les études d'ingénierie réunissent 10% des étudiants étrangers, contre 8% en informatique, 8% en arts ou humanités et 8% en santé et médecine.
- Il faut ajouter à ces chiffres les 85 000 étudiants recensés en 2013 dans les 31 campus des universités australiennes délocalisés à l'étranger. Ces campus sont principalement présents dans quatre pays ou régions : la Malaisie (24%), Singapour (20%), la Chine (hors Hong-Kong) et Hong-Kong (11%). On citera parmi ces campus le Ngee Ann-Adelaide Education Centre de l'université d'Adelaïde à Singapour, l'International Study Centre de l'université Murdoch à Dubaï (EAU), ou encore Curtin in Sarawak de l'université Curtin en Malaisie.

6- UNESCO, extraction septembre 2018.

7- Les chiffres du gouvernement australien sont quelque peu inférieurs à ceux de l'UNESCO, ce qui peut s'expliquer par le mode de collecte du nombre d'inscriptions. <https://internationaleducation.gov.au/research/international-student-data/pages/default.aspx>

8- <https://www.bbc.com/news/education-44872808>



> Mobilité sortante

- **12 064 étudiants australiens sont en mobilité diplômante en 2015⁹**, un chiffre en hausse de 12,2% depuis 2010.
- La mobilité diplômante à l'étranger n'est pas très développée, les étudiants australiens privilégiant beaucoup plus les séjours de courte durée (*summer/winter school*). Ainsi, l'Australie occupe le 78^e rang mondial pour la mobilité sortante, et **seulement 0,6% de ses étudiants partent en mobilité diplômante** (2,2% à l'échelle mondiale, 3,6% pour la France). Seules quelques universités imposent une expérience d'un an dans un pays partenaire pour les étudiants en relations internationales.

10 premiers pays de destination des étudiants australiens

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 États-Unis	3 814	31,6%	16,8%
2 Nouvelle-Zélande	2 461	20,4%	-17,0%
3 Royaume-Uni	1 910	15,8%	16,3%
4 Allemagne	634	5,3%	50,6%
5 Canada	450	3,7%	48,5%
6 France	390	3,2%	10,8%
7 Japon	276	2,3%	-13,5%
8 Émirats arabes unis	182	1,5%	-
9 Arabie saoudite	167	1,4%	595,8%
10 Suisse	154	1,3%	48,1%
TOTAL	12 064	100%	12,2%

- La mobilité sortante devrait pourtant se développer à court terme : face à la demande croissante des étudiants australiens, **le gouvernement fédéral encourage désormais fortement les départs, en priorité vers l'Asie**. De même, ATN développe depuis les années 1990 les stages à l'étranger¹⁰. ATN, Go8 et IRU participent d'ailleurs au programme « Initiative stages en France » lancé en 2017 par l'ambassade de France en Australie¹¹.

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- **L'attraction massive d'étudiants étrangers** est au cœur des préoccupations de l'enseignement supérieur australien et constitue un **enjeu économique majeur** pour le pays. Face au Brexit et aux dernières élections présidentielles états-uniennes, l'Australie se voit encouragée à multiplier les efforts pour gagner du terrain sur ses principaux concurrents.
- L'accueil d'étudiants ainsi que la formation des élites politiques et des cadres économiques en provenance de la **zone Asie-Pacifique** s'inscrit également dans l'ambitieuse stratégie d'influence de l'Australie dans cette région, qui désire y renforcer son ancrage économique.
- En 2016, le gouvernement australien a rendu public le document **National Strategy for International Education 2025¹²** (NSIE), qui fixe ainsi à **45% l'objectif de croissance du recrutement d'étudiants étrangers d'ici à 2025, soit 720 000 étudiants**. Une feuille de route a été définie au niveau national ; la première étape a consisté en la création en 2016 du Council of International Education, constitué des ministres de l'Éducation, des Affaires étrangères, du Commerce, de l'Industrie, de la Formation professionnelle et de l'Immigration ainsi que de représentants du secteur de l'enseignement supérieur et des étudiants internationaux.
- La NSIE se décline sur trois piliers :
 1. renforcer la qualité du système australien (enseignement, recherche, expérience étudiante, protection des étudiants, sélection) ;

9- UNESCO, extraction septembre 2018.

10- La notion de stage n'existe pas en droit australien.

11- <https://au.ambafrance.org/Initiative-stages-en-France>

12- Rapport disponible en ligne : <https://nsie.education.gov.au/>



2. développer les partenariats, tant localement entre universités, industrie et population qu'avec les institutions et gouvernements étrangers, notamment en matière de recherche ;
3. accroître la compétitivité de l'Australie au travers d'une politique de promotion, l'exploration de nouveaux « marchés » de recrutement et des nouvelles technologies de l'éducation.

OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- En 2011, le gouvernement australien a annoncé le lancement d'une **nouvelle marque, Future Unlimited**, dans le but de promouvoir l'enseignement supérieur australien à l'international comme un investissement pour l'avenir, et non plus seulement comme une destination abordable au style de vie agréable. L'agence Austrade est le gestionnaire de cette marque, mais aussi du site internet associé¹³, qui présente l'offre de formation et de bourses australienne et informe sur le système éducatif et le mode de vie australiens, le tout accompagné de témoignages d'étudiants.
- Le gouvernement australien dispose d'une **importante offre de bourses pour les étudiants étrangers**. Le principal dispositif est celui de la bourse *Australia Award*¹⁴, qui vise les étudiants d'Asie-Pacifique, mais aussi du Moyen-Orient et d'Afrique ; elle prend la forme d'une allocation durant la totalité du programme d'étude, de la prise en charge des frais de scolarité, d'un billet d'avion aller-retour, d'une aide à l'installation, de cours d'anglais si nécessaire, etc. Le coût d'une telle bourse par lauréat est d'environ 165 000 euros pour une licence, 103 000 euros pour un master et 201 000 euros pour un doctorat. **En 2019, 3 186 bourses seront offertes, dont 86% à des étudiants de la région Asie-Pacifique**, et en particulier à des étudiants indonésiens (809), vietnamiens (206) et papouasiens (205). Parmi ces 3 186 bourses, 331 concernent le programme spécifique en direction du Pacifique, 12 sont offertes par l'Australian Centre for International Agricultural Research (ACIAR) pour des projets de recherche agronomiques et 1 640 sont attribuées à courts séjours.
- Pour soutenir **la mobilité sortante** a été lancé en 2014 le programme de bourses **New Colombo Plan** (NCP), financé et mis en œuvre par le département des Affaires étrangères et du Commerce. Les étudiants australiens reçoivent une bourse pour une mobilité d'études, de stage ou de recherche d'un an au plus dans la zone Asie-Pacifique. Plus de 10 000 étudiants sont ainsi financés chaque année. La bourse couvre les frais de scolarité, de cours de langue, de voyage, d'installation, de santé, etc.
- Le département de l'Éducation gère également **le programme Endeavour Leadership** (ELP)¹⁵, qui propose des financements pour des post-doctorats (2-4 ans, jusqu'à 18 548 euros par an), des séjours de recherche (4-6 mois, jusqu'à 15 147 euros), des formations professionnalisantes (1-2, 5 ans, jusqu'à 80 992 euros) et des stages professionnels (1-4 mois, jusqu'à 11 348 euros). Ces bourses sont accessibles à la fois aux Australiens sortants et à des étrangers entrants. L'ELP donne la priorité aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), aux pays de la région Asie-Pacifique dans son ensemble et aux « partenaires stratégiques » de l'Australie (Europe de l'Ouest, Argentine, Brésil, Colombie, Inde).
- Ces trois programmes sont connectés à **la plateforme en ligne Australia Global Alumni**¹⁶ lancée en 2017 par le gouvernement australien. Cette plateforme doit permettre de maintenir le lien entre les anciens boursiers (potentiel estimé à 2,5 millions de personnes) et ainsi faire progresser les intérêts du pays, en particulier dans la zone Asie-Pacifique.

13- <https://www.studyinaustralia.gov.au/>

14- <https://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/australia-awards-statistical-profile.pdf>

15- https://internationaleducation.gov.au/endeavour%20program/scholarships-and-fellowships/participating_countries/pages/participating%20countries%20and%20regions.aspx

16- <https://globalalumni.gov.au/home.aspx>



- La politique en matière de visa étudiant accompagne cette volonté d'attractivité : l'Australie présente un taux de refus de visa très faible pour les étudiants (6% de refus environ pour les étudiants en licence et 2% environ pour les étudiants en master et doctorat). Ce taux d'acceptation varie quelque peu d'un pays à l'autre : la proportion de visas refusés est inférieure à 5% pour les étudiants chinois, états-uniens, allemands ou encore japonais et supérieure à 10% pour les étudiants indiens, thaïlandais ou encore sri-lankais¹⁷.

> Identité visuelle et campagnes de communication

Site internet de www.studyinaustralia.gov.au



Logo du dispositif de bourses visant les étudiants internationaux



Exemples de visuels issus de la campagne Future unlimited



Logo de la campagne de promotion « Future unlimited »



PERSPECTIVES

- La croissance du nombre d'étudiants étrangers en Australie semble s'accélérer et **le pays pourrait bien combler l'écart avec le Royaume-Uni** si l'impact du Brexit s'avère important.
- L'Australie doit toutefois faire face à d'autres défis : le ralentissement de la mobilité sortante chinoise pourrait ainsi l'affecter considérablement en réduisant les ressources financières des établissements. Par ailleurs, des inquiétudes naissent autour de la dépendance économique du pays à la Chine, mais aussi sur l'influence croissante de cette dernière dans les affaires universitaires australiennes¹⁸. **La diversification des origines des étudiants étrangers** devrait rapidement devenir une priorité.

17- <https://www.homeaffairs.gov.au/about/reports-publications/research-statistics/statistics/study-in-australia>

18- À titre d'exemple, le sénateur travailliste et *shadow minister* Sam Dastyari a été contraint à la démission en 2016.

Bénéficiaire d'importantes donations de l'entreprise chinoise Top Education Institute, le sénateur avait soutenu les positions chinoises sur la question du conflit en mer de Chine méridionale. Certains partenariats établis par de grandes entreprises chinoises avec des universités australiennes sont également perçus comme des stratégies déguisées de pénétration du marché australien. Enfin, des étudiants chinois ont fait part à plusieurs reprises via les réseaux sociaux de leur indignation face à des positions défendues par leurs enseignants australiens (notamment sur le statut de Taiwan ou de Hong-Kong).



LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

L'internationalisation des universités n'est pas seulement un levier de croissance et d'innovation ou un moyen de faire entrer la Chine dans l'économie de la connaissance. Elle est aussi un indicateur de la modernisation chinoise, la marque d'un nouveau statut mondial et le symbole d'une puissance retrouvée. L'enseignement supérieur est ainsi l'objet d'une forte mobilisation des pouvoirs publics chinois depuis la fin des années 1990 :

- le **Plan national pour la réforme et le développement de l'éducation en Chine 2010-2020** vise à moderniser l'éducation et internationaliser les établissements (reconnaissance des transferts de crédits, des doubles diplômes, attribution de bourses d'études). L'objectif affiché est d'avoir 500 000 étudiants en mobilité entrante en 2020 ;
- le **Plan d'action 2015-2017 relatif à la mobilité sortante et entrante** incite les étudiants à la mobilité et les universités à mettre en place des cursus en anglais et à améliorer leur offre de formation ;
- les **programmes 211 / 985** puis **Shuang Yi Liu** (Double World Class Project) travaillent à faire émerger des universités de rang mondial : les financements publics sont concentrés sur un petit nombre d'universités cibles.

Plusieurs agences gouvernementales relevant du ministère chinois de la Coopération travaillent autour des problématiques de la mobilité étudiante et de la coopération universitaire :

- le **Hanban, Bureau de promotion internationale de la langue chinoise et siège national des Instituts Confucius**, soutient l'enseignement du chinois, élabore des normes d'enseignement du chinois et organise la rédaction des manuels. Il pilote les Instituts Confucius depuis leur création en 2004. Présents en 2017 dans 146 pays, les 525 Instituts délivrent des diplômes (HSK) et des cours de langue et participent à la diffusion de la culture chinoise ;
- le **China Scholarship Council (CSC)**, créé en 1986, est une institution sans but lucratif dont l'objectif est d'encourager la formation des étudiants en mobilité. Le CSC est responsable de la sélection et de l'attribution de bourses aux étudiants chinois en mobilité sortante, tout comme aux étudiants internationaux en mobilité en Chine. Il gère également les bourses du Hanban qui financent des séjours linguistiques en Chine, ainsi que des programmes de bourses locaux ;
- la **China Education Association for International Exchange (CEAIE)**, créée en 1981, a pour but d'aider au développement des coopérations et des échanges internationaux aux niveaux secondaire et supérieur. Elle possède 47 branches réparties dans 31 provinces, régions autonomes et municipalités. Parmi ses missions, on peut relever le soutien aux programmes d'échanges internationaux, l'accréditation des programmes de coopération sino-étrangers, la mobilité des enseignants, la publications d'études sur les différents systèmes éducatifs, etc ;
- le **Chinese Service Center for Scholarly Exchange (CSCSE)** a été créé en 1989 à l'initiative de Deng Xiaoping. Elle est l'agence de référence pour les étudiants chinois ayant un projet de mobilité à l'étranger et pour la reconnaissance des diplômes étrangers : elle conseille et oriente les étudiants chinois boursiers du gouvernement, fournit une aide administrative et logistique, etc.



ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- La Chine ne transmet pas de données précises à l'UNESCO, seulement le **nombre global d'étudiants internationaux en mobilité¹ (183 080 en 2016 pour la Chine, Hong-Kong et Macao compris)**. Les données transmises par le ministère de l'Éducation chinois (MoE) pour l'année 2017 indiquent quant à elles que 489 200 étudiants étrangers étaient en mobilité en Chine (+49% depuis 2012) dont 241 500 en mobilité diplômante (+81%) et 75 800 en master ou doctorat (+110%).
- **Les étudiants internationaux viennent à 60% du continent asiatique, à 16% d'Europe, à 14% d'Afrique et 9% d'Amériques.** Les étudiants en provenance des pays dits des nouvelles routes de la soie (politique OBOR) représentent quant à eux 65% du total. **Corée du Sud, États-Unis, Thaïlande, Pakistan et Inde forment le top 5 en terme de mobilité entrante.**

11 premiers pays d'origine des étudiants internationaux en Chine

2012			2016		
1	Corée du Sud	70 540	1	Corée du Sud	63 488
2	États-Unis	23 838	2	États-Unis	24 583
3	Thaïlande	23 044	3	Japon	21 126
4	Pakistan	18 626	4	Thaïlande	16 675
5	Inde	18 717	5	Russie	14 971
6	Russie	17 971	6	Indonésie	13 144
7	Indonésie	14 714	7	Vietnam	13 038
8	Kazakhstan	13 996	8	Inde	10 237
9	Japon	13 595	9	Pakistan	9 630
10	Vietnam	10 639	10	Kazakhstan	9 565
11	France	10 414	11	France	8 386

- La **mobilité étudiante en provenance des pays africains** est celle qui bénéficie de la croissance la plus importante : le taux de croissance annuel moyen est de plus de 35% depuis 2003 (de 2 000 à 60 000 en 2016).
- 49% des étudiants internationaux en mobilité diplômante sont inscrits dans un **programme de liberal art**. Les programmes d'ingénieur, management, sciences et agronomie sont en forte croissance (+20% en glissement annuel).

> Mobilité sortante

- **Avec 857 586 étudiants en mobilité sortante en 2015²**, la Chine se classe au 1^{er} rang mondial pour l'envoi d'étudiants à l'étranger en mobilité diplômante (+41,7% depuis 2010). 2% du total des étudiants chinois sont ainsi en mobilité sortante.

1- Voir Méthodologie pour le mode de comptage de l'UNESCO.

2- UNESCO, septembre 2018. Les territoires d'Hong-Kong et de Macao sont inclus.



10 premiers pays de destination des étudiants chinois (Hong-Kong et Macao inclus)

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 États-Unis	300 139	35,0%	122,4%
2 Australie	106 756	12,4%	5,7%
3 Royaume-Uni	108 144	12,6%	64,9%
4 Japon	79 175	9,2%	-8,5%
5 Canada	56 571	6,6%	100,8%
6 Corée du Sud	34 671	4,0%	-24,3%
7 France	25 297	2,9%	2,4%
8 Allemagne	23 630	2,8%	13,3%
9 Nouvelle-Zélande	15 009	1,8%	65,6%
10 Italie	12 791	1,5%	170,5%
TOTAL	857 586	100%	41,7%

- Selon le MoE, le nombre d'étudiants chinois en mobilité se monterait à 1 454 100 étudiants à la fin de l'année 2017, dont 600 000 nouveaux départs cette même année.
- Les étudiants chinois partent étudier principalement dans les **pays anglo-saxons (États-Unis, Australie et Royaume-Uni)**.
- Cette **attraction pour l'étranger** s'explique par l'apparition d'une nouvelle classe moyenne, l'investissement familial dans les études, **l'attrance pour le modèle éducatif américain et la foi dans sa supériorité marquée par les divers classements internationaux** (très lus en Chine). Elle est de plus encouragée par les universités anglo-saxonnes elles-mêmes qui multiplient les actions de promotion. **La venue des étudiants chinois payant des frais de scolarité élevés est en effet devenue une part intégrante de leur modèle économique** (ce qui n'est pas sans poser des risques en cas de retournement de tendance).
- La croissance du nombre d'étudiants chinois en mobilité semble justement ralentir : elle ne serait que de 3% entre 2015 et 2017, **décélération** dû au contexte géopolitique (États-Unis, Royaume-Uni) mais aussi à **l'ambition du gouvernement de faciliter les coopérations sino-étrangères en Chine** (par exemple Centrale Pékin) **dans le but de limiter les départs**.

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- La stratégie d'attractivité est tout d'abord liée à la **volonté de faire monter en gamme l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur chinois** et de faire émerger des universités de rang mondial clairement visibles dans les classements internationaux³. **51 universités chinoises figurent ainsi dans le top 500 du classement de Shanghai 2018, et 3 dans le top 100** (Tsinghua University, Peking University et Zhejiang University) soit au même niveau que la France.
- L'internationalisation progressive des *curricula*, le recrutement d'universitaires formés à l'étranger, l'accent mis sur la mobilité étudiante (entrante et sortante) et le développement des institutions sino-étrangères participent d'une **stratégie de professionnalisation de ses formations, mais aussi communication et de visibilité mondiale**. Une grande puissance se doit d'avoir un enseignement supérieur de qualité, à même de rivaliser dans la lutte mondiale pour l'innovation et la recherche scientifique.
- L'enseignement supérieur est également **un levier au service d'ambitions géostratégiques de dynamisation de l'hinterland chinois et de création d'une vaste zone d'influence économique et politique**. Deux régions en particulier sont favorisées. La politique culturelle y complète les réalisations d'infrastructures : les pays liés aux **nouvelles routes de la soie** (politique OBOR) comme le Pakistan, le Kazakhstan, etc. et **l'Afrique** (*Forum on China-Africa Cooperation*⁴

3- Le classement dit de Shanghai (Academic Ranking of World University) a ainsi été mis en place par l'université Jiao-tong de Shanghai afin de pouvoir se mesurer aux autres institutions et évoluer ses progrès.

4- « Projet d'action de Pékin (2019-2021) - Forum sur la coopération sino-africaine » <https://www.focac.org/chn/zywx/zywj/t1592247.htm>



depuis 2000, programmes *African Talents* et *Cooperation 20+20*). Les Instituts Confucius s'y multiplient⁵, tout comme les instituts de formation professionnelle, les reconnaissances croisées de diplômes et les bourses de mobilité afin de former les élites de demain.

- Une stratégie nouvelle apparaît, celle de **développer des hubs d'enseignement chinois et d'installer des formations à l'étranger**⁶, en miroir de l'implantation d'établissements étrangers en Chine (2 600 actuellement). Un guide vient de paraître (non-traduit) pour aider les universités chinoises à s'implanter à l'étranger et Peking University vient d'acheter des locaux à Oxford. À l'image des établissements occidentaux, la Chine projette désormais ses formations à l'international.

OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- Une **action de modernisation des établissements et des formations** : les infrastructures, en particulier en sciences, sont de grande qualité, les programmes financièrement attractifs (entre 870 et 4 340 euros de frais de scolarité) et de plus en plus d'enseignements sont donnés en anglais (même si la maîtrise du chinois reste indispensable).
- **Expansion sans précédent du réseau diplomatique, culturel et linguistique** grâce au développement des Instituts Confucius (financés par le Hanban) et à la multiplication des coopérations académiques bilatérales : aide à la construction d'universités (campus de Kabala au Mali), financement de laboratoires, jumelages de think tanks, etc.
- Une **politique de bourses très attractive**⁷ visant en particulier les **étudiants africains**⁸, **OBOR et ASEAN**. Ces bourses nationales sont complétées par des financements offerts par les universités (*Peking University Oversea Student Scholarship* ou *Silk Road School* de l'Université Renmin), les Instituts Confucius ou par les gouvernements locaux. **En 2017, au total 58 600 étudiants de 180 pays ont reçu une bourse** (ils étaient 10 515 en 2010) ; 80% d'entre eux sont en mobilité diplômante et 70% des étudiants de deuxième ou troisième cycle.
- 289 établissements ont été désignés pour accueillir des boursiers. La condition au financement d'une bourse diplômante est le suivi en amont d'un programme préparatoire en langue chinoise, de un à deux ans en fonction des disciplines étudiées⁹.
- Le CSC finance également des **bourses de mobilité sortante** : près de **30 000 bourses** sont attribuées, dont 30% au niveau doctoral dans des domaines jugés prioritaires (STIC, biotechnique, matériaux, environnement, énergie, etc.) – l'Allemagne est le 1^{er} pays de destination des doctorants chinois devant le Japon et les États-Unis.
- À noter enfin, le discours officiel valorise fréquemment la puissance nouvelle de l'enseignement supérieur chinois, tant en interne qu'en externe. La politique d'attractivité est mise en avant tout comme l'internationalisation des universités dont le niveau progresse d'année en année.

5- <https://thepienews.com/news/china-invests-in-kenya-as-20m-hub/>, selon le site officiel du Hanban, il y aurait 54 instituts Confucius en Afrique (http://english.hanban.org/node_10971.htm).

6- Rapport de travail du MoE 2018 sur les mobilités entrantes et sortantes (non traduit) : http://www.moe.gov.cn/srcsite/A02/s7049/201802/t20180206_326950.html

7- Prise en charge des frais de scolarité, du logement, de l'assurance et versement d'une allocation pour un total généralement compris entre 59 200 et 66 200 yuans (soit entre 7 450 et 8 330 euros) par an pour les étudiants en 1^{er} cycle ; entre 70 200 et 79 200 yuans (8 840-9 970 euros) pour les étudiants en master et entre 87 000 et 99 800 yuans (10 950-12 560 euros) pour les doctorants.

8- 30 bourses en Afrique du Sud, à Maurice, à Djibouti en 2018, 40 bourses au Tchad, 50 bourses au Niger...

9- <http://www.campuschina.org/>



> Identité visuelle et campagnes de communication

Logo de l'organisme Hanban



Logo de l'agence China Scholarship Council



Logo de l'Institut Confucius



Site internet de l'agence China Scholarship Council
www.campuschina.org



PERSPECTIVES

Dans le discours comme dans les actes, la Chine se positionne désormais comme une grande puissance universitaire, dont les établissements se distinguent dans les classements mondiaux et qui développe une véritable politique d'attractivité et de projection à l'international.

L'accent désormais mis sur la mobilité entrante et le ralentissement de la mobilité sortante des étudiants chinois a un potentiel systémique majeur, en fragilisant potentiellement le modèle économique de nombreuses universités anglo-saxonnes¹⁰. Ces dernières voient avec inquiétude la manne financière chinoise (frais de scolarité et don des alumni) se tarir à moyen terme.

Le système chinois ne peut toutefois pas encore rivaliser pleinement avec les universités nord-américaines et européennes, en raison d'une grande disparité de niveau entre universités, d'une offre de cours en anglais encore limitée (même si elle progresse), et d'une recherche entravée, en particulier dans les sciences humaines et sociales, par des considérations politiques.

Les établissements chinois sont encore en mutation mais la tendance est claire : devenir un acteur majeur, au même titre que les États-Unis, du paysage mondial de l'enseignement et de la recherche.

10- <https://foreignpolicy.com/2018/10/02/forget-stanford-tsinghua-beckons/>



JAPON

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

L'internationalisation de l'enseignement supérieur au Japon fait l'objet de mesures depuis les années 1980. Cet enjeu d'importance peine cependant à prendre toute sa place dans les établissements et auprès des étudiants. Le système de l'enseignement supérieur japonais est organisé autour d'universités nationales (part de l'État dans leur budget : 50%), d'universités privées (contribution de l'État : 10% de leur budget) et d'universités publiques (préfectorales ou municipales) d'un niveau quelque peu inférieur aux deux premières catégories. Ce sont les **universités privées** qui sont le plus dynamiques du point de vue de l'ouverture à l'international. Cinq instances principales pilotent l'action de l'État sur ce sujet :

- le **ministère chargé de l'Éducation¹ (MEXT)** est l'initiateur des stratégies et des nombreuses politiques publiques en faveur de l'internationalisation ;
- **l'Organisation japonaise des services aux étudiants² (JASSO)** est un organisme public dépendant du MEXT. Plus proche dans ses attributions du DAAD allemand que de Campus France, la JASSO administre les programmes pour les étudiants internationaux et les bourses du MEXT mais n'est pas l'entité responsable de la promotion de l'enseignement supérieur japonais. La JASSO gère par contre le site Study in Japan³, portail d'information pour les étudiants internationaux ;
- le **Réseau japonais pour l'éducation internationale⁴ (JAFSA)** est une organisation indépendante sans but lucratif (reconnue ONG depuis 2003). Le JAFSA est notamment chargé de la promotion des échanges internationaux auprès de ses membres (universités, individus, entreprises privées, etc.). Il constitue un espace de discussion, offre des sessions de formation et produit des enquêtes et des études sur le sujet ;
- **l'Association japonaise des études à l'étranger⁵ (Japan Association of Overseas Studies - JAOS)** est née en 1991 et a été reconnue d'intérêt public par le gouvernement japonais en 2008. Ses membres (plus de 60) sont des entreprises privées, des associations liées au commerce, mais aussi des organisations publiques (Bureau de commerce de l'ambassade australienne, British Council, etc.). Sa mission principale est de promouvoir la mobilité sortante au Japon.
- **La Société japonaise pour la promotion de la science⁶ (Japan Society for the Promotion of Science, ou Gakushin - JSPS)** est une institution indépendante sans but lucratif fondée en 1923. Son budget en 2015 s'élevait à 2,3 millions d'euros, dont 15% en provenance du MEXT. Elle a pour but de soutenir l'activité de recherche via le financement de programmes, de doctorats et d'échanges scientifiques internationaux.

ÉTAT DES LIEUX DE LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE

> Mobilité entrante

- **Le Japon compte en 2015, 131 980 étudiants internationaux en mobilité diplômante⁷**, soit près de 7% de moins qu'en 2010, mais 4,8% de plus qu'en 2005. Classé 9^e parmi les pays d'accueil, le pays a perdu deux places en 5 ans.

1- <http://www.mext.go.jp/en/policy/education/elsec/title02/detail02/1373861.htm>

2- <https://www.jasso.go.jp/en/about/organization/index.html>

3- <http://www.g-studyinjapan.jasso.go.jp/en/>

4- <http://www.jafsa.org/en/about/entry-398.html>

5- <http://www.jaos.or.jp/about-eng>

6- Le JSPS possède une antenne à Strasbourg. <http://www.jsps.go.jp/english>

7- UNESCO, extraction septembre 2018.



15 premiers pays d'origine des étudiants internationaux au Japon

Pays d'origine	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 Chine	79 175	60,0%	-8,5%
2 Corée du Sud	13 480	10,2%	-47,5%
3 Vietnam	10 614	8,0%	223,6%
4 Népal	5 090	3,9%	210,2%
5 Indonésie	2 527	1,9%	28,0%
6 Thaïlande	2 516	1,9%	4,0%
7 Malaisie	2 209	1,7%	-2,7%
8 États-Unis	1 918	1,5%	-14,3%
9 Birmanie	1 239	0,9%	22,6%
10 Mongolie	1 058	0,8%	-8,2%
11 Sri Lanka	892	0,7%	-4,0%
12 Bangladesh	810	0,6%	-52,2%
13 France	615	0,5%	1,0%
14 Inde	577	0,4%	0,2%
15 Allemagne	540	0,4%	21,1%
TOTAL	131 980	100%	-6,8%

- Selon la JASSO, il y aurait **267 042 étudiants internationaux au Japon en mai 2017⁸**, dont 70% dans l'enseignement supérieur et 30% dans les écoles de langue. 83% seraient inscrits dans un établissement privé, 16% dans une université nationale et 1% dans une université locale.
- 25% des étudiants internationaux inscrits dans l'enseignement supérieur (hors écoles de langue, donc) suivraient un cursus de master ou de doctorat et 41%, un premier cycle universitaire.
- Les contingents les plus importants sont identiques aux mesures de l'UNESCO : Chine (107 260 étudiants), Vietnam (61 671), Népal (21 500) et Corée du Sud (15 740). **93% des étudiants internationaux au Japon seraient originaires d'Asie**, 3% d'Europe, 1% d'Amérique du Nord.

> Mobilité sortante

- **30 491 étudiants japonais étaient en mobilité internationale diplômante en 2015⁹**, ce qui place le Japon au 33^e rang mondial. Ce chiffre a décliné de 25% depuis 2010.

10 premiers pays de destination des étudiants japonais

Pays de destination	2015	% du total	Évolution 2010-2015
1 États-Unis	15 075	49,4%	-27,8%
2 Royaume-Uni	3 098	10,2%	-3,4%
3 Allemagne	1 756	5,8%	-
4 Australie	1 672	5,5%	-21,0%
5 France	1 646	5,4%	-2,3%
6 Canada	1 479	4,9%	12,8%
7 Corée du Sud	1 286	4,2%	8,1%
8 Brésil	759	2,5%	241,9%
9 Nouvelle-Zélande	695	2,3%	-2,6%
10 Malaisie	394	1,3%	-
TOTAL	30 491	100%	-25,0%

- En tenant compte des statistiques de la JASSO et du MEXT, la JAOS estime pour sa part que **170 000 Japonais par an partiraient à l'étranger pour un séjour d'études** (toutes institutions et toutes durées confondues, formations non diplômantes incluses).

8- La différence de chiffres avec l'UNESCO s'explique par la prise en compte par la JASSO des étudiants en formations non diplômantes, en court séjour et en séjour linguistique. https://www.jasso.go.jp/en/about/statistics/intl_student/data2017.html

9- UNESCO, extraction 2018.



- Cet écart entre les chiffres UNESCO et ceux de la JAOS s'explique par la forte prépondérance des séjours linguistiques et des séjours de courte durée dans les choix des jeunes Japonais. Selon une étude menée par la JAOS auprès de 40 de ses membres offrant des services d'études à l'étranger¹⁰, les séjours linguistiques représenteraient 69% des séjours, et les séjours au niveau secondaire, 19%.
- Selon cette même étude, 78% des étudiants japonais choisiraient un pays de destination anglo-saxon, dont 24% aux États-Unis, 22% en Australie et 15% au Canada. Par ailleurs, 8% partiront en séjour d'études aux Philippines.
- Le peu de désir de mobilité diplômante des Japonais s'explique par **le lien très fort entre le système universitaire et le marché du travail local** : il est très difficile de trouver un emploi dans une entreprise japonaise sans un diplôme de bachelor japonais. Les entreprises recrutent en effet les étudiants au cours de leur troisième année d'étude (sur quatre). De plus, au contraire du gouvernement japonais qui encourage la mobilité sortante (cf. *infra*), **les universités, menacées de fermeture** du fait du vieillissement de la population, font tout pour garder les étudiants. Enfin, le calendrier « décalé » du Japon (cf. *infra*) freine considérablement l'essor des mobilités sortantes encadrée (semestre d'échange) et des années de césure.
- Il faut noter la présence sur le sol japonais de **campus délocalisés d'universités étrangères** : les universités américaines de Temple et de Columbia, l'université russe de l'Extrême-Orient et l'Université chinoise Tianjin (médecine traditionnelle). Les diplômes de niveau licence et master délivrés sont reconnus par le MEXT et dans les pays d'origine de ces campus.

STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ

- L'internationalisation de l'enseignement supérieur japonais¹¹ est l'une des priorités du MEXT. À la suite de l'Initiative de la Porte de l'Asie (*Asian Gateway Initiative*) lancée par le gouvernement en 2007, **le Plan 300 000** (juillet 2008) prévoit ainsi d'accueillir **300 000 étudiants étrangers** et d'envoyer **120 000 étudiants japonais** à l'étranger à l'horizon 2020, en s'appuyant en particulier sur une amélioration significative de la qualité des établissements, la généralisation de l'usage de la langue anglaise et l'enseignement du japonais.
- La mobilité internationale étudiante entrante et sortante est vue comme **un moyen de former une main d'œuvre plus à même de contribuer au développement économique du Japon**, confronté à un nombre de naissances toujours plus faible et au vieillissement rapide de sa population. C'est par exemple le cas pour les formations aux métiers du soin, désertés par les Japonais, où le recrutement des étudiants étrangers est encouragé en facilitant l'accès au statut de résident aux soignants étrangers diplômés¹². Contrairement à bon nombre de pays, le Japon et les établissements d'enseignement supérieur n'envisagent pas la mobilité entrante comme une source de revenus¹³.
- L'internationalisation de l'enseignement supérieur est également conçue comme outil d'influence en Asie du Sud-Est, où le Japon tente de concurrencer la Chine¹⁴. La région, forte d'une croissance économique rapide et d'une classe moyenne en pleine expansion, est en effet propice aux investissements et au recrutement d'une main d'œuvre qualifiée. La stratégie d'attractivité du Japon se concentre en particulier sur le Vietnam, dont il est déjà le troisième partenaire commercial et le deuxième investisseur le plus important¹⁵.

10- http://www.jaos.or.jp/wp-content/uploads/2018/01/JAOS-Survey-2017_Number-of-Japanese-studying-abroad180124.pdf

11- Le terme *kokusaika*, traduit par internationalisation, a beaucoup été associé au thème de la réforme l'éducation et de l'enseignement supérieur dans le débat public japonais.

12- <https://www.japantimes.co.jp/news/2018/09/18/national/japan-sees-surge-foreign-nursing-care-students/#.W6un1T6rThc>

13- CHEI, EAIE, AIU, *L'internationalisation de l'enseignement supérieur*, Parlement européen, 2015.

14- L'attrait de celle-ci a quelque peu diminué ces dernières années du fait de tensions politiques et d'un relatif ralentissement économique. Pékin a réagi au travers de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) et l'initiative OBOR.

15- <https://www.japantimes.co.jp/news/2017/05/26/national/japan-using-education-add-influence-tap-booming-southeast-asia-markets/#.W6un5T6rThc>



OUTILS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

- **Le plan Global 30** (2009-2014) a permis de constituer un groupe de treize universités pilotes de l'internationalisation (Tokyo, Kyoto, Nagoya parmi les universités nationales, Waseda, Keio, Sophia parmi les universités privées). En septembre 2012, **le programme Global 30+** est lancé pour se concentrer sur la mobilité sortante. Un budget de 50 millions d'euros est distribué à 42 universités pour mettre en œuvre de nouveaux programmes d'échange, conclure des accords de coopération, développer les doubles diplômes et augmenter le nombre de cursus intégralement en anglais.
- En 2014 est lancé **le programme Top Global University (ou Tobitate Ryugaku Japan)**, lui aussi conçu pour favoriser la mobilité sortante. Il vise à faire figurer au moins dix universités japonaises dans le classement des 100 meilleures mondiales, en doublant la mobilité lycéenne et étudiante d'ici 2020 et en se focalisant sur les courts séjours. Des bourses d'études sont développées dans les établissements sélectionnés, et une centaine de lycées bénéficie d'un financement pour cinq ans.
- Le MEXT encourage également les universités à adopter un **calendrier universitaire** plus flexible et un découpage en semestres pour faciliter la mobilité internationale. En effet, la rentrée au Japon, calquée sur la rentrée fiscale, a lieu traditionnellement en avril. Un groupe de travail piloté par l'Université de Tokyo avait publié un premier rapport en 2012, mais une telle réforme reste difficile à mettre en œuvre.
- Les institutions japonaises (MEXT, JASSO, préfecture, associations internationales locales, fondations privées, etc.) offrent **une série de bourses et de financement aux étudiants internationaux**¹⁶. Le MEXT propose ainsi 150 bourses à des étudiants de premier cycle dans une large variété de disciplines¹⁷ (881 euros mensuels pendant 5 ans, un an de cours de japonais, frais de scolarité, billet aller-retour), 2 500 bourses à des étudiants en recherche de niveau master ou doctorat (1 090 euros mensuels pendant 18 mois maximum, 6 mois de cours de japonais, frais de scolarité, billet aller-retour). 500 bourses sont également attribuées à des étudiants de licence étudiant les sciences japonaises (mêmes conditions que les bourses de licence sans les cours de japonais). Le processus de sélection pour les étudiants étrangers résidant hors du Japon implique une revue du dossier scolaire, un test écrit et un entretien par le personnel de l'ambassade du Japon. Après cette pré-sélection, le MEXT délibère avec les universités d'accueil pour sa décision finale.
- La JSPS gère un certain nombre de **programmes en lien avec la recherche et les coopérations internationales** et notamment des programmes d'échange (Japanese-German Graduate Externship), des bourses post-doctorales ou de recherche à des chercheurs étrangers (JSPS Postdoctoral Fellowships for Research in Japan) et des bourses ou des financements pour les séjours de recherche à l'étranger des doctorants, post-doctorants et chercheurs japonais (Overseas Research Fellowships)¹⁸.
- Les universités, et en particulier **les universités privées**, fortes des subventions accordées par le gouvernement japonais, disposent également de dispositifs d'internationalisation. Ainsi, **l'Université de Keio** annonce avoir construit un réseau 304 partenaires internationaux, mis en place 23 doubles diplômes avec des institutions étrangères et 15 centres de recherche internationaux (notamment avec le CNRS et MINATEC). L'établissement offre 13 programmes de licence, de master et de doctorat exclusivement en anglais et développe les programmes de courts séjours pour les étudiants internationaux. **Le programme PEARL** (Programme in Economics for Alliances, Research and Leadership) est un exemple de ces efforts d'internationalisation : le temps d'une licence et d'un master, les étudiants japonais ou étrangers du programme peuvent bénéficier de cours par des professeurs étrangers, de séjours à l'étranger, d'un double diplôme¹⁹, etc.

16- https://www.jasso.go.jp/en/study_j/scholarships/_icsFiles/afieldfile/2018/06/26/scholarships_2018_e.pdf

17- Les disciplines concernées vont des sciences humaines et sociales aux sciences dites exactes (mathématiques, physiques, chimie, ingénierie) en passant par les études agricoles et les études de santé.

18- <http://www.jsps.go.jp/english/programs/index.html>

19- Les partenaires de ces doubles diplômes sont Sciences Po Paris, l'Université Bocconi de Milan et HEC Paris.



> Identité visuelle et campagnes de communication

Site internet de l'Organisation japonaise des services aux étudiants (JASSO) www.jasso.go.jp



Site internet Study in Japan www.studyjapan.go.jp



Logo de l'Organisation japonaise des services aux étudiants (JASSO)



PERSPECTIVES

- Si le nombre d'étudiants internationaux au Japon augmente, **c'est surtout du fait des séjours linguistiques et des courts séjours**. Le gouvernement a d'ailleurs récemment annoncé des mesures pour limiter l'accès à l'emploi des détenteurs de visa pour séjour linguistique, qui viendraient au Japon davantage pour travailler que pour en apprendre la langue²⁰.
- Les perspectives pour le seul enseignement supérieur semblent peu encourageantes, tant **le coût de la vie au Japon et la barrière de la langue** restent des obstacles prégnants pour les étudiants internationaux. Il est d'ailleurs difficile pour les universités d'accueillir des étudiants en mobilité diplômante (hors écoles de langue et courts séjours). En dépit de leurs réels efforts, la logique administrative, les cursus, la nécessaire maîtrise du japonais (sauf exception), l'organisation des activités extracurriculaires et même les débouchés correspondent encore peu aux attentes des étudiants internationaux.

20- <https://thepienews.com/news/government/japanese-government-cracks-down-on-language-schools/>





MONDE (UNESCO, 2015)

212,6

millions d'étudiants
dans le monde en 2015

+17% en 5 ans dont
+26 millions en Asie-Océanie

4,6

 millions
d'étudiants en mobilité
internationale
diplômante en 2015

+23%
en 5 ans

TOP 4 DES PAYS D'ACCUEIL

- ÉTATS-UNIS 907 251
- ROYAUME-UNI 438 000
- AUSTRALIE 294 438
- FRANCE 239 000

PROJECTION DES 18-30 ANS EN 2025/2018

+41 millions
en Afrique subsaharienne

-38,2 millions
en Asie-Océanie

303 880

étudiants Erasmus
en 2015

+60%
en 5 ans

Les principaux pays d'origine de la mobilité

- CHINE 800 701 ↑
- INDE 253 926 ↓
- ALLEMAGNE 116 328 →
- CORÉE DU SUD 108 033 ↘
- ARABIE SAOUDITE 86 471 ↑
- FRANCE 80 714 ↑



FRANCE (MESRI 2016-2017 et 2017-2018)

343 386

étudiants étrangers inscrits
en France (2017-2018).

+4,5% en 1 ans

45 % d'Africains
25 % d'Européens

TOP 3

DES NATIONALITÉS ACCUEILLIES

(part dans le total
des étudiants étrangers)

- MAROC 39 855 (11,6 %)
- ALGÉRIE 30 521 (8,9 %)
- CHINE 30 071 (8,8 %)

Les plus fortes progressions d'étudiants étrangers vers la France (2011-2016)

- 1 > CÔTE D'IVOIRE (+65 %)
- 2 > ITALIE (+54 %)
- 3 > PORTUGAL (+39 %)
- 4 > CONGO (+34 %)
- 5 > ÉTATS-UNIS (+32 %)

52,5%

de femmes parmi les
étudiants étrangers en
France (contre 46,7 %
d'étudiantes mobiles
dans le monde)

70% DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS VONT À L'UNIVERSITÉ

DES ÉTABLISSEMENTS DE PLUS EN PLUS ATTRACTIFS

- > Universités : **+5%** en 5 ans
- > Écoles d'ingénieurs : **+30%** en 5 ans
- > Écoles de commerce : **+46%** en 5 ans

80 714

étudiants français en
mobilité internationale
(UNESCO, 2015)

+41% depuis 5 ans

